

Rouge

Notre camarade
Pierre Franck
est mort

M 1578 N°1109 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

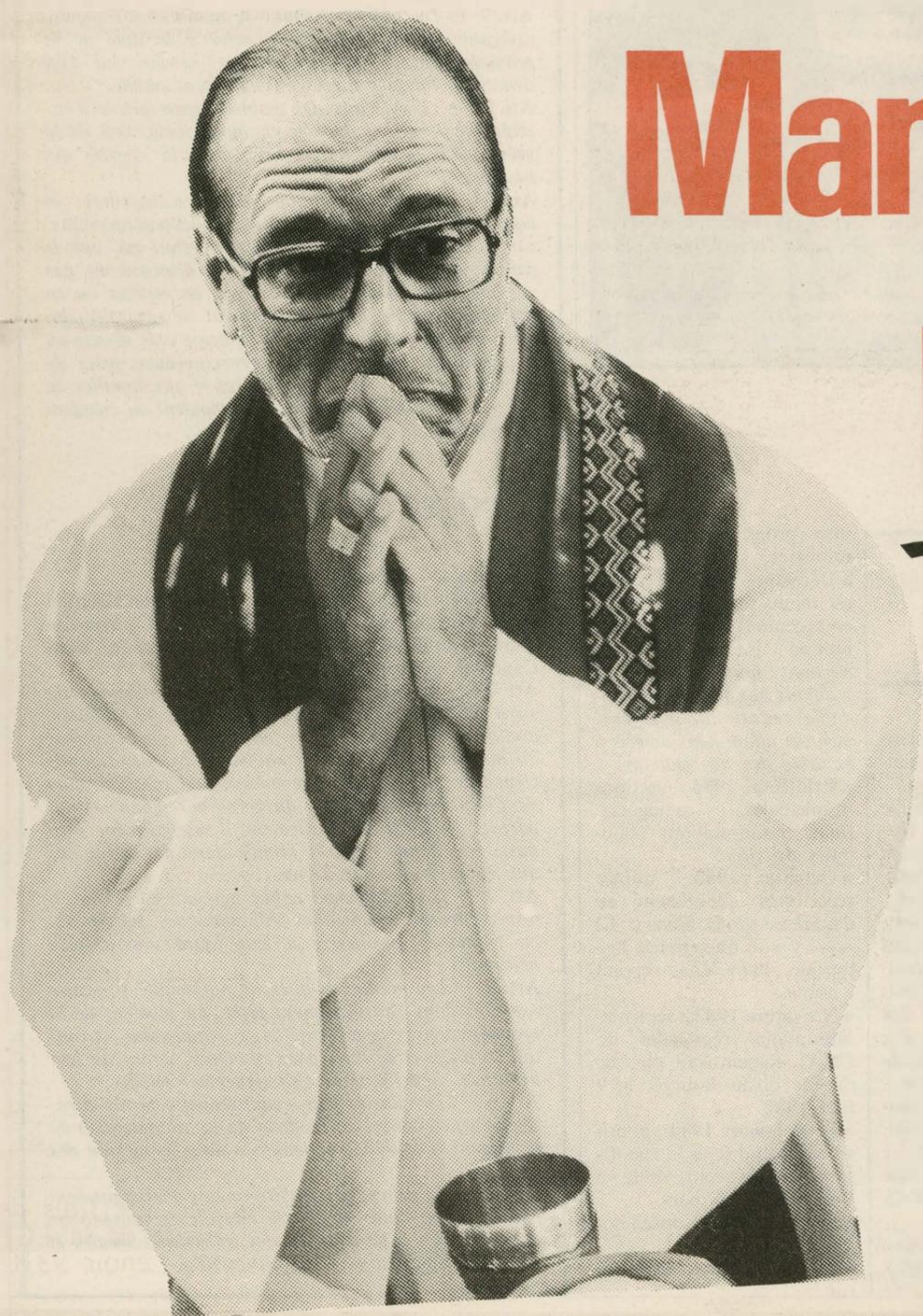
du 20 au 26 avril 1984

ASSEZ DE CAPITULATIONS

Devant les évêques, la droite et les patrons

Manifestons

le 25 avril



Retrait
de la loi
Savary



Députés du PS et du PCF.
il faut faire la loi
pour l'école publique
Manifestons
le 25 avril

Il faut faire une loi laïque

Que s'est-il passé entre 1959 et 1984 ? La question est légitime quand on lit les projets que les députés socialistes et communistes ont déposés en 1959. Visiblement les engagements d'hier ont été reniés par Savary.

Deux propositions de loi, l'une des députés socialistes, l'autre des députés communistes.

Lisez-les : ce n'est pas de la politique-fiction. Rouge n'a rien inventé. Ces projets de loi existent, nous les avons rencontrés dans les Documents de l'Assemblée nationale (annexes N° 435 et N° 436), à la disposition de tous les citoyens, au Journal officiel (15, rue Desaix, Paris 15°).

Ces propositions de loi n'ont qu'un défaut : elles datent de 1959, lors du débat parlementaire autour de la loi Debré.

En revanche, elles présentent d'incomparables avantages, comparées au projet de loi Savary. L'une et l'autre réservent l'enseignement obligatoire « exclusivement » au service public.

L'une et l'autre proposent l'intégration sans délai des maîtres du privé volontaires. Elles lient cette perspective à la nationalisation des établissements eux-mêmes.

L'une et l'autre défendent la « nationalisation » des locaux du privé.

L'une et l'autre établissent que les établissements privés ne bénéficieront d'aucune « aide » ou « subvention » publique sous quelque forme que ce soit. C'est exactement le contraire de l'article 2 du projet de loi

Savary : « L'Etat et les autres collectivités publiques assurent un concours financier à ceux des établissements d'enseignement privés qui répondent aux conditions fixées

par la loi et ses textes d'application. »

Alors que s'est-il passé en 1959 et 1984 ? L'enseignement privé a changé ? Sûrement ! Tous ses maîtres sont maintenant payés par l'Etat, et les contrats lui assurent les crédits publics de l'Etat et des collectivités locales. Autrement dit, l'école privée est davantage tributaire des fonds publics. Son financement est très largement « nationalisé ». Voilà qui devrait faciliter la nationalisation laïque des établissements et l'intégration des maîtres. Eh bien, non. Le projet Savary 1984 est

en recul (et quel recul) sur le projet socialiste de 1959 !

Il y a, en vérité, une autre différence entre ces deux dates : en 1959, Savary était dans l'opposition ; aujourd'hui, il gouverne. Et il ne gouverne pas pour appliquer ses engagements d'hier, mais sur la ligne du « réalisme » qui conduit, dimanche après dimanche, à autant de défaites que d'élections partielles.

Question de rapport de forces, nous disent maintenant ceux qui ont pris le risque de le dilapider. Qui a laissé à la droite le temps de s'organiser au lieu de pren-

dre des mesures immédiates ? Qui a accepté de discuter avec la hiérarchie catholique de la remise en cause de l'unification laïque, et... de la rénovation de l'école publique ?

Pas nous, pas vous, pas tous ceux et toutes celles qui, ce 25 avril 1984, viennent rappeler que le rapport de forces du 10 mai n'est pas mort.

N. J.



Trois ans de recul

Trois ans de gouvernement. Trois ans de reculs au service des patrons et des évêques qui ne peuvent servir que de tremplin à la droite.

● **Septembre 1981** : « La démarche que je préconise est celle de la négociation fraternelle », déclare François Mitterrand, en conférence de presse.

● **Novembre 1981** : le budget 1982 augmente les crédits du privé de 22 %, et du public de... 17 %.

● **Décembre 1981** : les négociations devaient être achevées...

● **Janvier 1982** : « Nous ne pouvons pas transiger sur : l'autonomie des établissements, la nomination du directeur et le libre choix de l'équipe enseignante, la formation des maîtres et le libre choix des familles », déclare Guiberteau.

● **Février 1982** : Mitterrand fait escale à Rome pour

s'entretenir avec Jean-Paul II de la question scolaire.

● **Avril 1982** : cent mille partisans du privé se rassemblent porte de Pantin, sous la houlette de Pons, Chinaud et Mgr Lustiger.

● **9 mai 1982** : trois cent mille personnes sont réunies par le CNAL au Bourget. Mauroy et Savary sont plusieurs fois interrompus aux cris de « Abrogation des lois antilaïques », « Une seule école, l'école publique », « Nationalisation dès la prochaine session ».

Le 11 mai, Edmond Maire invite le gouvernement à faire vite « pour éviter la polarisation aux extrêmes ».

● **Avril 1982** : c'est la trêve estivale qu'a choisi Savary pour communiquer son pre-

mier projet au conseil des ministres.

● **Décembre 1982** : ce projet est rendu public. Le CNAL en accepte le cadre. Le privé répond : « A deux mois des élections municipales, nous n'allions pas faire un formidable cadeau au gouvernement en allant nous asseoir à la table des négociations. »

● **Printemps 1983** : élections municipales, re-négociations, manifestations régionales du privé.

● **Octobre 1983** : quinze réécritures aboutissent au deuxième projet Savary. Le privé y voit une chance historique. Le CNAL répond « non ».

● **Novembre 1983** : sept manifestations régionales du CNAL rassemblent plus de monde qu'au Bourget le 9 mai 1982.

● **Février-mars 1984** : le privé redescend dans la rue. Ils sont quatre cent mille à Versailles le 4 mars.

● **18 avril 1984** : Conseil des ministres...

● **25 avril** : tous dans la rue !

En 1959...

Projet de la S.F.I.O.

Séance du 4 décembre 1959

Proposition de loi portant unification de l'enseignement obligatoire, présentée par MM. Duchateau, Poignant, Charles Privat, Francis Leenhardt, Guy Mollet, Mercier et les membres du groupe socialiste, députés.

Art. 2 — La fréquentation scolaire est obligatoire de six à dix-huit ans. L'enseignement obligatoire est donné exclusivement par un service public géré, sous l'autorité du ministre de l'Education nationale, par des conseils composés par tiers de représentants de l'administration de l'Education nationale, du corps enseignant et des parents d'élèves.

Art. 9 — Les maîtres laïques de nationalité française exerçant dans l'enseignement privé à la date de la promulgation de la présente loi, seront, sur leur demande, intégrés dans l'enseignement public.

Art. 10 — Les locaux des établissements privés d'enseignement entrant dans le champ d'application de la présente loi seront nationalisés dans la mesure des besoins.

Art. 11 — La République, les collectivités et établissements publics nationaux, départementaux, communaux et autres (y compris ceux qui ont le caractère industriel et commercial) ne dispenseront, par voie de subvention, bourse, secours en espèces ou en nature, avantages financiers ou fiscaux ou généralement, sous quelque forme que ce soit, aucune aide directe ou indirecte aux établissements d'enseignement privé de tous ordres et degrés, à leurs élèves et aux familles de ceux-ci, ou aux groupements qui appuient ou étendent l'action desdits établissements.

Projet du PCF

Séance du 3 décembre 1959

Proposition de loi tendant à réaliser la nationalisation de l'enseignement, présentée par MM. Maurice Thorez, François Billoux, Waldeck Rochet, René Cance et Pierre Villon, députés.

Art. 2 — La fréquentation scolaire est obligatoire de six à dix-huit ans. L'enseignement obligatoire est donné exclusivement par un service public géré, sous l'autorité du ministre de l'Education nationale, par des conseils composés par tiers de représentants de l'administration de l'Education nationale, du corps enseignant et des parents (...) Exceptionnellement, l'enseignement peut aussi être donné dans la famille dans des conditions qui seront fixées par décret.

Art. 3 — L'enseignement public national est laïque. Il respecte toutes les doctrines philosophiques, religieuses, ou politiques et observe à leur égard une absolue neutralité.

Art. 5 — Les maîtres laïques de nationalité française exerçant dans l'enseignement privé, au moment de la promulgation de la présente loi, et remplissant les conditions d'âge et de titres pour enseigner, seront sur leur demande, intégrés dans l'enseignement public.

Art. 6 — Les locaux des établissements privés d'enseignement existant au moment de la promulgation de la présente loi, seront nationalisés dans la mesure des besoins.

Art. 7 — En dehors des établissements d'enseignement public, aucun autre ne pourra recevoir de subventions de l'Etat, des départements, des collectivités locales et des organismes publics et semi-publics.

Guy Mollet 23 décembre 1959 : « Un jour, tous ceux, établissements et maîtres qui auront sollicité des fonds publics seront considérés comme ayant affirmé leur vocation à entrer dans le service public et il sera ainsi fait. J'en prends l'engagement au nom de mes amis. »

Le groupe communiste, (exposé des motifs) 3 décembre 1959 : « Au moment où les dirigeants de l'école confessionnelle exigent les mesures qui doivent permettre de faire une guerre sans merci à l'école laïque, les démocrates ont le droit et le devoir de lutter pour la nationalisation de l'enseignement. »



Députés du PS et du PC,
il faut faire la loi
pour l'école publique
Manifestons
le 25 avril



Imposer le retrait de la loi Savary

A chaque recul gouvernemental, les évêques ont élevé les enchères. Savary propose-t-il de renvoyer dans six ans la titularisation des enseignants du privé ? C'est encore trop pour le chanoine Guiberteau qui menace : « Nous explorerons la possibilité de soumettre la loi prévue au Conseil constitutionnel. Nous pensons aussi porter ce projet de décret devant le Conseil d'Etat. »

Que les institutions de la V^e République viennent au secours de Guiberteau est dans l'ordre des choses. Que la gauche ne touche pas à la Constitution rompt avec ses dénonciations antérieures. Et que Mitterrand n'hésite pas à utiliser l'article 49-3, pour imposer la loi Savary aux députés du PS et du PC, s'apparente à un véritable coup de force contre la majorité du 10 mai.

Les députés de gauche encaisseront-ils, après un simulacre de-débat, la procédure du vote de la « confiance » au gouvernement ? Le chantage gouvernemental à l'article 49-3 est une arme à double tranchant : si les députés usaient, eux aussi, de la menace, croit-on que le gouvernement prendrait le risque de passer outre leur volonté ? Comment ces députés oseront-ils avaliser au Parlement une loi contre laquelle ils auront manifesté le 25 avril ?

Savary n'a pas trouvé plus d'une dizaine de députés socialistes pour le soutenir. Jean Poperen, André Laignel, secrétaires nationaux du PS, ont déclaré que le projet Savary « aggravait » les lois antilaïques, en inscrivant dans la loi l'obligation pour les collectivités publiques de financer l'enseignement privé. Les députés communistes ont aussi fait part de leur désaccord.

Le dépôt de quelques amendements serait très en dessous de la barre des critiques adressées au projet de loi par les députés eux-mêmes. Si ces amendements étaient assez substantiels pour « dénaturer » le projet, nul doute que le gouvernement y opposerait sa propre loi. C'est pourquoi, il faut dire clairement : le projet Savary doit être retiré, les députés du PS et du PC doivent vo-

Trois ans de négociations, trois ans de concessions. La droite, qui a mis moins d'un an pour adopter la loi Debré, et quinze jours pour voter la loi Guerneur, joue obstinément la montre depuis le 10 mai. Son seul objectif : imposer à la « République des professeurs » une défaite qui fasse école.



ter une loi laïque. C'est l'objectif des manifestations du 25 avril.

Le gouvernement ne doit s'en prendre qu'à lui-même si les travailleurs descendent dans la rue ce jour-là, contre un projet de loi concocté à l'Élysée. Qu'il abroge les lois anti-laïques, qu'il rende les fonds publics aux écoles publiques, alors le peuple de gauche saura vaincre la résistance des tenants du privé.

C'est la volonté politique qui a fait défaut depuis trois ans. Car les forces laïques n'ont pas fondu : au contraire,

le 9 mai 1982 au Bourget, puis en novembre 1983, et bientôt le 25 avril, leur mobilisation s'est élargie à des secteurs sans grande tradition laïque.

En appelant à manifester le 25 avril, les organisations de gauche reconnaissent de fait qu'il ne faut pas laisser faire le gouvernement. On comprend qu'elles tentent d'amortir la portée politique de la mobilisation. Il est sûr que les travailleurs défilent pour remettre la droite à sa place, mais aussi pour imposer au

gouvernement le respect des engagements.

Et si le 25 avril n'y suffit pas, une nouvelle étape devra être franchie : celle de la manifestation nationale à Paris. Beaucoup l'attendaient avant l'annonce des cent manifestations du 25 avril. Beaucoup la souhaitent pour après, si le gouvernement ne bouge pas.

La droite semble bien préparer un rassemblement national. Sera-t-elle la seule ?

Alors, après le 25 avril, plus d'ambiguïtés et de faux-fuyants : si le gouvernement ne change pas de politique, toutes et tous à l'Assemblée !

Alain Krivine

Un très bon départ

Du jamais vu à Quimper, pour la première des manifestations départementales du CNAL. Pas moins de vingt cinq mille Finistériens ont sillonné les rues de la ville pendant deux heures.

Jean Andrieux, président du CNAL, a conclu la manifestation en affirmant : « Il est temps de sortir de l'impasse, de mettre un terme à trois ans de tergiversations » (...) « Le 25 avril nous rappellerons tout cela à la France attentive, au pouvoir qui nous regarde, qui ne peut pas ne pas nous entendre, qui ne peut pas si tôt oublier qui l'a fait roi. »

Alors, un, deux, trois... cent Quimper, et le cap des deux millions sera franchi le 25 avril.

Le CDAL de la Haute-Loire, réuni le 11 avril au Puy, avec toutes les composantes du CDAL élargi (DDEN, FCPE, FOL, FEN, SNI-PEGC, CFDT, CGT, Libre pensée, PCF, PS, LCR) propose au CNAL d'organiser à la suite des manifestations du 25 avril un grand rassemblement national à Paris, lors de la discussion parlementaire du projet gouvernemental pour exiger la mise en place d'un grand service public de l'Éducation nationale.

ASSEZ DE CAPITULATIONS
 DEVANT LES ÉVÊQUES, LA DROITE ET LES PATRONS!
 Députés du PS et du PCF.
 il faut faire la loi
 pour l'école publique
Manifestons
 le 25 avril



Réponses aux inepties...

Qui n'avance pas recule. Qui ne nationalise pas le privé, privatise le public. A ne pas faire le bon choix, Savary s'est condamné à faire le mauvais. Le ministre a repris le discours de l'initiative privée à son compte. Et cela fait beaucoup d'arguments de mauvaise foi.

Il est normal que des fonds publics financent des organismes privés

On cite souvent le cas d'un club sportif subventionné par une municipalité. Sauf qu'il n'y a pas, pour le sport comme pour l'école, d'obligation d'entretenir un service public national. La collectivité publique est contrainte de financer, à côté d'un service scolaire ouvert à tous, un deuxième réseau

concurrent d'écoles ségrégatives. Que dirait une municipalité contrainte de financer autant de clubs sportifs qu'il y a de religions ? La seule question, c'est le financement public d'une mission d'Eglise, c'est la reconnaissance de l'école catholique comme service public.

L'école privée est de moins en moins confessionnelle

Plus de neuf écoles privées sur dix sont encore catholiques. L'Eglise coordonne les établissements ; elle gère la nomination et la formation des enseignants et des chefs d'établissements. Elle négocie au nom de toutes les écoles privées. Elle affirme que son projet éducatif n'est pas réduit au catéchisme, mais que les valeurs évangéliques imprègnent l'ensemble des enseignements.

L'école privée reste donc l'école d'une idéologie,

même si les croyants s'y font plus rares. Elle est un réseau privilégié d'évangélisation de la jeunesse. Sinon, pourquoi la hiérarchie catholique s'y accrocherait-elle à ce point ?

Mais il est vrai qu'une famille sur cinq seulement recourt à l'enseignement privé pour des motivations religieuses. Du côté des familles, la défense du privé s'identifie de moins en moins à un acte de foi religieuse.

L'école privée répond aux carences du public

Est-elle meilleure que l'école publique ? Non, si on s'en tient aux résultats à tous les examens ; non, si on s'en tient à la qualification des enseignants ; non, si on s'en tient aux effectifs dans les classes (jusqu'à la troisième). Alors, pourquoi certains se persuadent-ils du contraire ?

Parce qu'ils recherchent dans le privé (ce qui est moins avouable) à échapper au sort commun. Le seul fait de choisir l'école privée, c'est déjà un signe de reconnaissance sociale : on est sûr

d'y maintenir l'enfant dans un milieu social protégé. Sur 150 élèves du privé, 50 sont enfants d'industriels et commerçants, 35 d'agriculteurs, 33 de cadres supérieurs et professions libérales, 18 d'employés et 14 d'ouvriers (*Cahiers de l'actualité religieuse et sociale*, mars 1982).

La fonction de l'école privée évolue : elle répond davantage à une demande sociale privilégiée. La « guerre scolaire » n'en a que plus d'enjeu.



Le regain pour l'école privée prouve qu'elle est nécessaire

Attention à ne pas confondre le battage de la droite avec le comportement réel des familles : le taux d'élèves scolarisés dans le privé (17 %) n'augmente pas.

En revanche, la bourgeoisie a de plus en plus besoin de l'école privée. Elle n'a jamais accepté l'école unique. Quand Jules Ferry a instauré les écoles communales, la bourgeoisie conservait des « petites classes » payantes dans les lycées.

Et quand la scolarité obligatoire s'est prolongée jus-

qu'au niveau du collège, et que les filières y ont été supprimées, la bourgeoisie a toujours cherché à regrouper ses enfants dans certaines classes, dans certains collèges.

Aujourd'hui la crise aidant, elle ne veut pas payer davantage pour l'école publique. Refusant d'assumer les conséquences de la prolongation de la scolarité, elle abandonne le service public à ses problèmes, et veut une école à deux vitesses : l'école publique pour la masse, et l'école privée pour les privilégiés.

Il faut d'abord rénover le public et unifier ensuite

Assurément il faut une école publique de qualité. Mais ce n'est pas une raison pour reporter l'unification laïque à plus tard.

D'abord, parce qu'il y aura toujours un secteur privé, tant que la loi obligera l'Etat à le financer.

Ensuite parce que l'école privée sert de plus en plus d'alibi pour ne pas rénover

le public. « Il y a des problèmes dans l'éducation nationale ? Le privé est un recours. » Non seulement l'école privée est source de gâchis financier, mais elle donne aux privilégiés une « bonne » raison de tolérer les difficultés de l'école publique. L'unification est donc une condition de la rénovation.

L'école privée stimule le service public

Cet argument justifie la privatisation de tous les services publics, à l'heure de l'austérité. Il justifie le rem-

placement de la Sécurité sociale par des assurances privées.

La droite veut introduire



la loi du marché dans l'Education nationale : du côté de la demande, il y aurait les familles, « libres » de choisir leur école ; du côté de l'offre, il y a les établissements proposant à leur « clientèle » un produit particulier, un « projet éducatif ».

Avec la « libre concurrence » dans l'école, on renonce au collège unique, on

casse les équipes pédagogiques d'enseignants qui seront soumises à toutes les pressions. Et les familles populaires se verront attribuer les écoles que le libre choix des autres leur aura abandonnées.

A l'école comme ailleurs, la loi du marché renforce les inégalités. Et Savary s'engage dans cette voie.

Si c'était vrai Savary serait masochiste

Non. Il est seulement piégé, par sa propre politique. Les tensions dans les écoles sont trop fortes : soit elle reçoit une forte impulsion (avec les choix de société

que cela suppose), soit elle éclate comme service public, au bénéfice de l'initiative privée. Voilà ce qui se joue dans la crise à l'école.

N. J.

ASSEZ DE CAPITULATIONS
 DEBOUT LES ÉLÈVES, LA DROITE ET LES PATRONS!
 Députés du PS et du PCF,
 il faut faire la loi
 pour l'école publique
Manifestons
 le 25 avril



Transformer l'école laïque

Pour changer l'école, il n'y a pas de modèle tout fait. Il n'y a que des objectifs et des mesures, permettant d'y parvenir. Suffit-il que ces mesures, simplement démocratiques, exigent des transformations sociales profondes pour qu'il faille renoncer au changement ?

Nombre de postes d'enseignants, création de classes et d'établissements, enseignement professionnel, réforme du collège, école privée, formation des enseignants, effectifs dans les classes, etc. : sur aucun de ces points élémentaires, la politique de Savary ne va dans le bon sens. Elle laisse la voie ouverte à une offensive réactionnaire d'ampleur : pour la pédagogie de la trique, l'élitisme de classe, la sélection dite naturelle, et la privatisation de l'enseignement.

Pour fermer la porte à la réaction, il est urgent de changer de politique, à l'école comme ailleurs.

Libérer la société, pour libérer les parents

Pas d'école démocratique dans une société de classes :

- Pour que les parents soient plus disponibles à la culture, ils doivent travailler moins longtemps, bénéficier de logements corrects, vivre dans un urbanisme humain, disposer d'équipements collectifs ;
- Pour que la division du travail n'impose plus sa sélection sociale à l'école, il faut requalifier le travail, soumettre la technique et la machine au travailleur et non l'inverse, assurer la rotation des tâches répétitives, enlever la répartition des richesses des mains des patrons : il faut en finir avec le travail exploité.

C'est la voie du socialisme : il n'y en a pas d'autre pour changer l'école ; elle passe aussi par des mesures particulières pour le droit à la formation.

Une école unique, polytechnique, pour tous jusqu'à dix-huit ans

- En 1936, l'âge légal de la scolarité était porté à quatorze ans, puis à seize ans en

1959. Aujourd'hui, la gauche ne parle pas des « dix-huit ans », mais propose aux jeunes « prématurément » sortis de l'école des stages de « rattrapage ». Ce n'est pas une solution.

- Les jeunes doivent pouvoir étudier sans dépendre entièrement de leur famille et de ses ressources : gratuité réelle des études, des fournitures, des transports ; allocation d'études pour les jeunes de seize à dix-huit ans.

- Une école polytechnique associerait la formation et la production, dès lors que celle-ci fonctionnerait pour les besoins sociaux et non pour le profit.

Un programme de lutte contre l'échec scolaire

- C'est d'abord faire les choix économiques, donc politiques, qui s'imposent : sans moyens matériels, pas de politique démocratique pour l'école. Surarmement ou Education nationale, il faut choisir.

- C'est réaliser trois priorités : garantir à tous les élèves quittant l'école primaire la maîtrise des apprentissages de base (lecture, écriture, calcul) ; construire rapidement un collège unique pour tous jusqu'à la troisième ; donner à tous les jeunes quittant le système de formation une qualification professionnelle.

- C'est changer le contenu de l'enseignement : pas pour rabaisser le « niveau » ou brader la « vieille culture », mais pour valoriser toutes les connaissances, y compris celles méprisées par une société de profit.

Des locaux, c'est urgent

Il faut un programme de constructions scolaires :

- Pour accueillir les élèves, notamment en maternelles et en LEP ;
- Pour remplacer les bâtiments vétustes et les « préfabriqués » ;

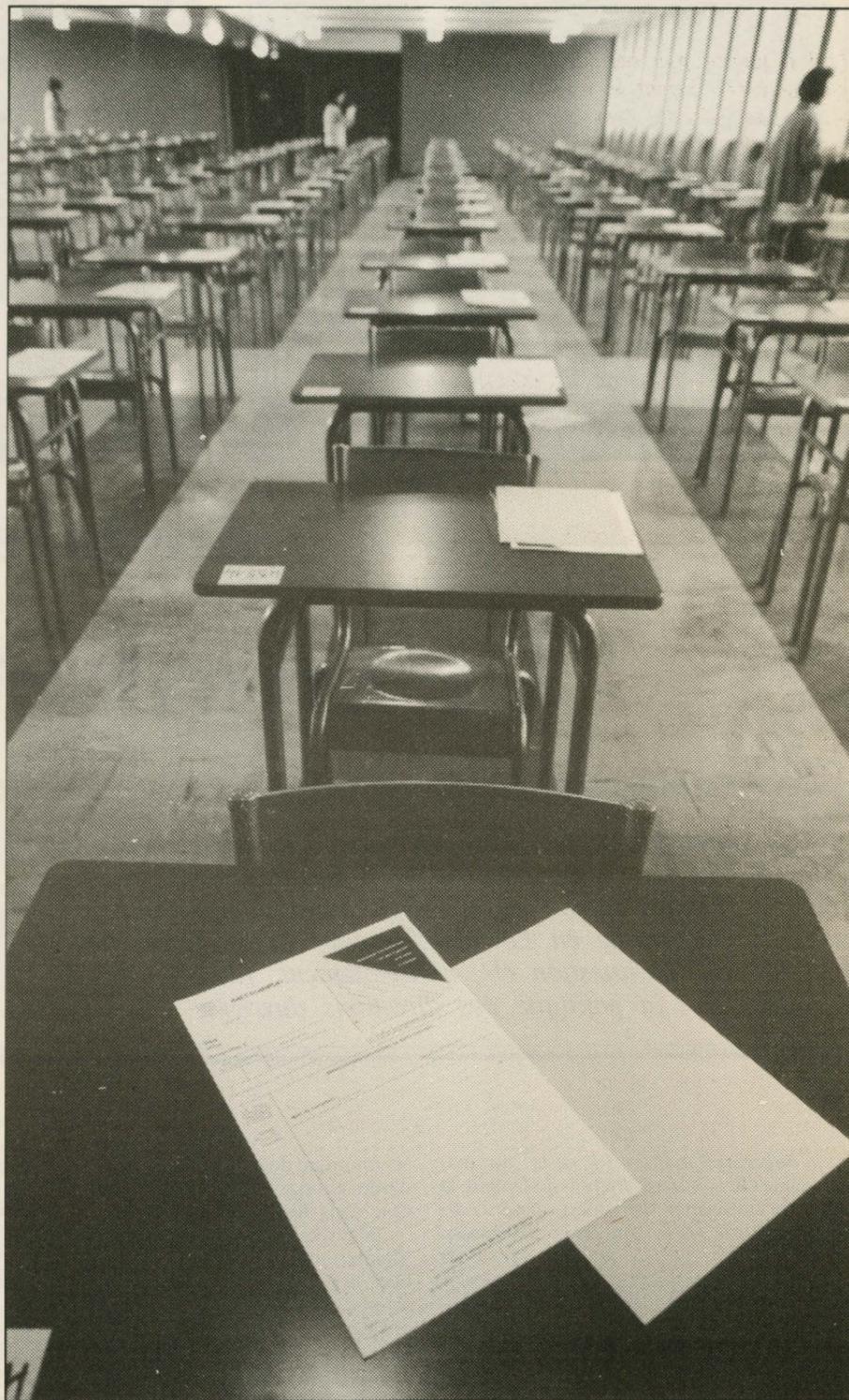
Une rencontre LCR-PCF

Une délégation de la LCR conduite par Alain Krivine a rencontré, à sa demande, une délégation du groupe parlementaire du PCF, conduite par Vincent Porelli, député des Bouches-du-Rhône, mercredi 18 avril.

Le groupe communiste a réaffirmé sa volonté d'apporter de sérieuses améliorations au projet de loi Savary, sans lesquelles il ne pourrait l'approuver.

La LCR a exprimé sa volonté de voir retirer un projet inamendable à cause de sa logique même.

Les deux délégations ont fait le point de la mobilisation pour le 25 avril, qui doit être massive, et des perspectives qui s'ouvrent après cette démonstration. Par ailleurs, la LCR doit rencontrer dans les prochains jours le groupe parlementaire du PS.



- Pour alléger les établissements de mille, mille cinq cents élèves ou plus ;
- Pour créer la place nécessaire aux bibliothèques, salles de travail, foyers éducatifs, vestiaires, etc.

Des enseignants, nombreux et formés

- Assez nombreux pour réduire les effectifs dans les classes, suivre et soutenir chaque élève ;
- Assez nombreux pour avoir le temps d'un travail collectif en équipe ;
- Assez nombreux pour assurer les remplacements en cas d'absence ;
- Et des enseignants bénéficiant tous d'une formation plus longue, scientifique et pédagogique.

Un service public national

- Des programmes et diplômes nationaux, garantie d'égalité et de libre mobilité sur le territoire ;
- La liberté pédagogique pour les en-

seignants, l'encouragement matériel à leurs initiatives, des projets pédagogiques sous leur responsabilité, mais pas d'autonomie qui mettrait chaque établissement sous le coup de pressions « socio-professionnelles » ou financières locales ;

- Il n'y aura pas de collège unique, pas d'école démocratique, dans un système de concurrence entre établissements : contre la privatisation du service public, nationalisation laïque des écoles privées touchant des fonds publics.

Ouverture aux parents, responsabilité des enseignants

- Les enseignants veulent conserver la maîtrise de leur travail : ils ont raison. Les parents veulent connaître l'école : tant mieux. Dans la pédagogie Freinet, des parents animent parfois des ateliers dans la classe : c'est une bonne ouverture.

- L'ouverture aux parents, c'est aussi l'utilisation des locaux scolaires pour la vie associative, la formation continue des adultes. C'est possible sans attenter à la formation des jeunes.



(Lire : « Ecole : pour le droit à la culture, à la qualification, au métier. Les propositions de la LCR ». Disponible : P.E.C. 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil — 12 F)



Après le 13 avril Le combat continue

Les sidérurgistes voulaient aller vers l'Assemblée nationale et l'Elysée, à la place de la Concorde. Aujourd'hui, l'unité dans l'action est la question clé dans la sidérurgie en Lorraine. Comme la solidarité est la question clé, nationalement, face à la politique des directions ouvrières.

« *Mitterrand trahison !* », ce cri des manifestants du 13 avril traduit nettement la prise de conscience des sidérurgistes. « *Ils ont tourné leur veste* », ont-ils conclu massivement. Mais, « *peut-on les faire revenir sur leur décision ?* » Question qui n'amène pas de réponse unanime et produit de nombreuses hésitations : « *Ils ne feront pas un geste qui encouragerait d'autres ouvriers* » disent les uns, « *mais, soutiennent les autres, il faudra bien qu'ils tiennent compte de ce qu'on veut* ».

« Demi-tour, gauche ! »

En s'élargissant et en passant de la révolte à la mobilisation générale, la lutte des sidérurgistes a mis en évidence que le PS et le PC obéissent à Davignon, responsable économique de la CEE, déjà en place sous Giscard.

Du coup, les manifestants s'adressaient au gouvernement le 13 avril sans demi-teinte : « *On leur bottera le cul* », disaient-ils souvent. Certains criant aussi : « *Mitterrand, demi-tour gauche ! Demi-tour gauche !* »

Ils ont raison

Nationalement, ce langage-là est compris par les travailleurs. Mais, pour éviter toute valeur d'entraînement à cette lutte, la presse, hormis *l'Humanité*, s'est déchainée : ce sont, paraît-il, des hommes du passé et Mitterrand a donc bien raison de « tourner la page ».

Face à cette véritable campagne, pas ou peu de tracts, pas d'affiche des directions syndicales au niveau national... Les sidérurgistes sont pratiquement seuls pour défendre la signification politique, sociale,

économique de leur lutte. Il y a donc besoin d'une énorme activité de contre-information dans les entreprises et les localités.

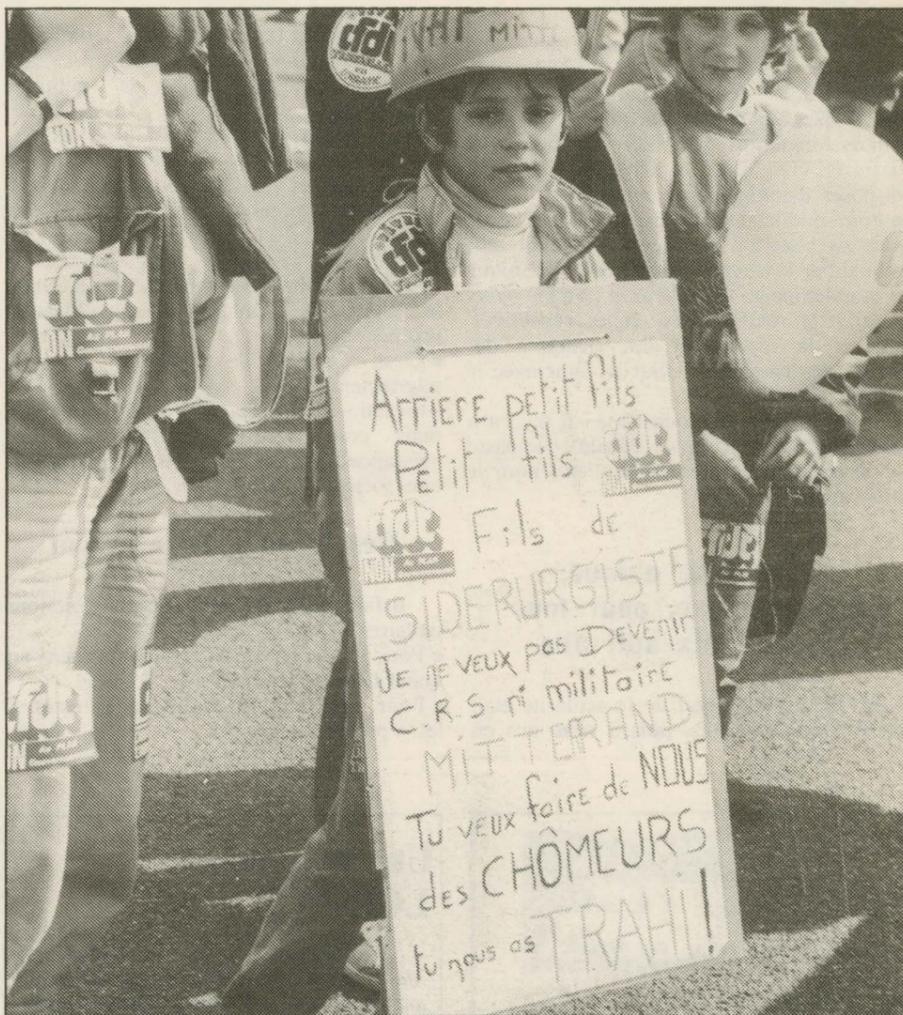
Dans la sidérurgie, la lutte va continuer. Malgré toutes les manœuvres visant à diminuer la portée politique du 13 avril, la manifestation a été un avertissement, ne serait-ce que par son ampleur. Cependant, contre tous ceux qui, en commençant par la haute direction de la CGT, ont refusé d'organiser des cortèges communs pour aller à Paris, contre les syndicalistes à la mode de Jean Kaspar, numéro deux de la CFDT, pour qui la présence de Marchais à la manifestation « *fait partie de l'écume des choses* », l'heure est à poursuivre en renforçant l'unité.

Unité pour la lutte

Aujourd'hui, en Lorraine même, il est décisif que soit menée une bataille acharnée contre la division : dans les entreprises, dans chaque atelier ou chantier de la sidérurgie, il faut exiger et imposer des assemblées unitaires de travailleurs. Pour faire le point de l'action et empêcher les divisions intersyndicales.

En même temps, des assemblées unitaires sont indispensables dans chaque ville : en exigeant que tous les syndicats soient présents, qu'ils répondent aux demandes des travailleurs et qu'ils s'engagent clairement. Pour consolider l'unité et surmonter quelques découragements visibles, c'est la seule voie : donner la parole aux travailleurs, faire prendre forme à la démocratie ouvrière de masse.

Dans la situation présente, au lendemain du 13 avril, il s'agit en effet de tout faire pour construire l'unité. A la base et dans les réunions intersyndicales, les pro-



Manifestation des sidérurgistes, vendredi 13 avril à Paris.

chaines échéances doivent donc être publiquement discutées : que faire pour le prochain voyage de Fabius ? Comment montrer, nationalement, que la lutte continue ? Comment, en même temps, ne permettre aucune des mesures préparatoires à l'arrêt des installations ? Comment affirmer la volonté d'une convergence avec les travailleurs de Belgique, de RFA, du Luxembourg, si près au-delà des frontières voisines ?

En Lorraine, cela passe par la continuation du combat, l'affirmation de l'unité entre tous les sites. Mais au-delà il est nécessaire que s'exprime la solidarité de tous les travailleurs du pays avec les Lorrains. Par-

tout, il faut débattre pour imposer une journée nationale de grève contre les plans de chômage, avec une même exigence : faire céder le gouvernement.

Il faut briser le blocage actuel des directions ouvrières qui empêche d'aller vers une action interprofessionnelle, qui empêche de créer le rapport de forces nécessaire pour le retrait des décisions du gouvernement.

Dans les mines, l'automobile ou ailleurs, laisser aujourd'hui la Lorraine isolée, c'est laisser le champ libre aux autres mesures de licenciement, car toutes obéissent à une même logique, celle des patrons.

Pierre Rème

SIDERURGIE

Pour ouvrir l'avenir : retrait du plan

« Mitterrand, respecte tes engagements », disaient les manifestants. « Non au plan gouvernemental », disaient les autocollants de la CFDT-sidérurgie lorraine. Cela n'a rien d'un attachement nostalgique au passé.

« Arrière-garde qui s'oppose à l'épreuve de vérité du réalisme », les sidérurgistes ? Le jugement est de Serge July dans *Libération* du 13 avril. Comme l'essentiel de la presse, il reprend ainsi, afin d'empêcher toute réaction de solidarité active, une idée répétée mais non démontrée : il y aurait, comme ils disent, « surcapacité de production », bref trop d'acier.

Pour notre part, nous leur opposons une question apparemment simple mais qui va trop loin : qui a chiffré et comment les besoins d'acier actuellement et pour les années à venir ? Aucun de ceux qui défendent des idées dites « modernes » contre les « ringards » :

seuls quelques patrons, au niveau de l'Europe et des multinationales françaises, nationalisées ou pas, savent un peu vers où ils vont. Ils déplacent leurs investissements sur des branches et dans des pays dont ils espèrent des profits plus importants. Au nom du « respect des règles d'une économie ouverte sur le monde ». Soumise en fait aux quatre volontés des multinationales, comme du temps de Barre.

Face à eux, rejeter le plan acier, exiger le maintien de tous les emplois, c'est affirmer : l'avenir doit dépendre des travailleurs et non de ce qui se décide dans le secret des officines patronales (Chambre syndicale de la si-



Le cortège unitaire Ugine-Acier Fos, le vendredi 13 mars.

dérurgie ou directions d'Usinor et de Sacilor) ou dans les institutions européennes (Eurofer ou la CECA, truffés de hauts fonctionnaires de droite dont bon nombre de compères de Giscard).

Une autre politique, le

tract diffusé à la manifestation du 13 avril par la LCR en donnait quelques indications. « Selon Mitterrand, soulignait-il, il y a moins besoin d'acier (...). Les besoins en acier correspondant aux besoins en écoles, en crèches, logements et autres équipements collectifs ne sont pas satisfaits. Il faut les dénombrer. » Il indiquait aussi : « On peut fournir à l'immense marché des pays du tiers

monde, pillés par l'impérialisme les produits en acier dont ils ont besoin, sans passer par le marché habituel dominé par le roi-dollar. » Et, de même, « Le besoin d'acier est immense pour produire des machines-outils qui libèrent les travailleurs du travail à la chaîne. » Oui, « tout est question de volonté politique », comme concluait le tract.

Dire non au plan acier,

finalement, paraît archaïque, logiquement, à ceux qui souhaitent que les travailleurs, malgré la majorité politique actuelle, se contentent de subir des objectifs de production décidés par leurs exploiters. Qui, en effet, refuse « l'épreuve de vérité du réalisme » dont se drapait Serge July ? Ceux qui se plient au réalisme patronal dont ils ne savent même pas où il mène dans les cinq ans à venir ? Ou ceux, dont nous sommes avec les sidérurgistes en lutte, qui disent : annulez ce plan gouvernemental d'origine patronale et organisez, publiquement un grand débat national pour définir les besoins et pour permettre ensuite, au cas où elles seraient nécessaires, de discuter des formations et des reconversions, sous le contrôle des travailleurs.

En réalité, le problème est bien là : la majorité, laissant tous les leviers de commande aux capitalistes, condamne l'avenir de vingt mille sidérurgistes et de régions entières comme elle laisse exister et se développer le chômage pour plus de deux millions de jeunes, de femmes, de travailleurs.

P. R.

Cortège CFDT-Lorraine, le vendredi 13 mars, à Paris. Photo du bas : Laurent Fabius en visite en Lorraine.



Fabius : des super-mesures... pour les patrons

Fabius en Lorraine n'avait rien à dire aux travailleurs mais des propositions alléchantes pour les patrons. Une certaine idée des reconversions industrielles...

toute création d'emploi dans les pôles de conversion. » Cette dernière mesure équivaldrait à faire économiser 40 % de la masse salariale aux patrons, à faire de la Lorraine une « zone franche », véritable laboratoire de la régression sociale et à... continuer à accroître le déficit de la Sécurité sociale.

Il n'y a guère eu que Gattaz de satisfait, et pour cause ! Le président du CNPF en a profité pour tirer la couverture à soi. Pour lui, démonstration est faite que « les charges sociales sont facteurs de chômage », et puisque c'est toute la France qui est atteinte, ladite mesure devrait bien évidemment être étendue...

Pour les travailleurs, la démonstration aussi a été éclairante : elle a assis leur détermination à refuser le plan acier du gouvernement.

Fabius avait sans doute oublié qu'à travers les divers plans de redressement de la sidérurgie, les travailleurs lorrains avaient déjà eu l'occasion de faire l'expérience des « chasseurs de primes » du patronat !

S. F.



A Metz, le 10 avril dernier, Fabius, promu « super-ministre » par Mitterrand venait présenter son plan dans cette Lorraine aux cent mille chômeurs.

Dans son bagage : rien. « Le plan acier est intouchable ». Quant aux emplois attendus : rien non plus. Qui peut croire en effet que la décentralisation via la Lorraine d'un certain nombre de services parisiens (directions de Sacilor et des Charbonnages, Institut de recherche de la sidérurgie) va créer des emplois ?

En fait, les seules mesures substantielles s'adressent encore une fois aux patrons : « prime de vingt mille francs pour ceux qui embaucheront, ailleurs qu'en Lorraine, un sidérurgiste en congé de conversion, exonération à 100 % et pendant trois ans des cotisations sociales pour

SIDERURGIE

« Mitterrand trahison »

Quarante mille selon la police, trente-cinq mille selon le Matin, cinquante mille d'après Libération, la marche des sidérurgistes est la première d'une telle ampleur, depuis le 10 mai.

Des heures de manifestation, douze kilomètres de cortège, des dizaines de milliers de manifestants : la marche des Lorrains est la première manifestation ouvrière de cette ampleur depuis le 10 mai 1981.

Elle égale celle des cent mille marcheurs antiracis-

tes, de décembre 1983, autour des « beurs »

Les mass médias parlaient alors d'un immense cortège d'« espoir », ils n'ont vu trois mois plus tard — défense du plan acier oblige — que des manifestants résignés !

La presse cite en général

un chiffre de manifestants inférieur aux estimations de la police, quarante mille... et l'Humanité n'en donne aucun !

La colère, l'indignation, la réprobation à l'égard de Mitterrand, de la majorité, du gouvernement sont unanimes dans les cortèges. Il n'était pas nécessaire de se creuser la tête pour trouver des mots d'ordre communs « Mitterrand, respecte tes engagements », ou « Mauroy, si tu continues... », faisaient l'accord de tous. Et pourtant, la division reste de rigueur. Villes et usines sont dispersées sur des kilomètres de cortège. Les rangs de la CGT en tête, deux tiers des participants ; la CFDT, dynamique, en queue.

Deux exceptions, Uguine acier, derniers sidérurgistes de la marche, où la CGT majoritaire défilait avec la CFDT ; et les sigles CGT, CFDT, FO, FEN, CFTC, CGC, rassemblés sous la croix de Lorraine rouge qui ouvre le défilé...

Il n'y a pas eu d'appel régional à la grève en Lorraine pour faciliter la montée à Paris. Pas plus qu'à Paris pour accueillir les Lorrains. Seules des délégations de la CGT, un service d'ordre conséquent, des affiches tapissant les murs, formaient une haie d'honneur cégétiste, symbolique. La CFDT parisienne paraît remarquablement absente.

Deux délégations de solidarité, belge et allemande, sont applaudies après un moment d'étonnement.

A l'arrivée, au Champ de Mars, les marcheurs sont



fourbus. On s'assoit pour casser la croûte, rejoindre les cars et les trains qui déjà repartent vers les bassins. Beaucoup regrettent avec virulence de ne pas avoir

terminé la manifestation à la Concorde, entre l'Elysée et l'Assemblée nationale... au lieu de la tour Eiffel ! On s'inquiète : « Combien était-on exactement ? »,

l'ampleur de la manifestation est telle qu'aucun manifestant n'a pu l'évaluer de ses yeux.

M. M. et S. F.

VU ET REVUE

La presse unanime

« Nombreux mais désabusés », « tristes et solitaires », « Lorraine 35 000 + Marchais », « Marchais a pris la Lorraine en marche », « Angoisse, colère, désillusion... », on peut sans remord pratiquer l'amalgamé presse « de droite »-presse « de gauche » à la lecture des journaux du samedi 14. Libération, le Matin, le Quotidien de Paris, le Figaro, le Monde, font leur une de la tristesse des cortèges et d'un manifestant sur des dizaines de milliers : Georges Marchais ! Certains ont vu plus de manifestants qu'en 1979 (le Monde), d'autres moins

(le Matin). Ce détail souligne la pertinence de tous les commentaires précédents ! Et une citation particulière à Serge July, directeur de Libération, pour une page signée de sa plume lundi 16, « Restructurations : il ne suffit pas de détruire », dont nous ne citerons qu'une phrase « C'est finalement la question que posaient les sidérurgistes lorrains en traversant Paris : quelle autre culture allez-vous nous offrir, monsieur Mitterrand. ? » (!)

Elle serait à sa place dans la rubrique du Canard enchaîné : Le mur du çon.

CFDT

Isoler la manifestation

Solidarité avec le plan gouvernemental oblige : la direction de la CFDT a tout fait pour isoler la manifestation des sidérurgistes.

D'après la fédération métallurgique de la CFDT, le 11 avril, « les Lorrains tenaient à manifester seuls ». Ces consignes, relayées par diverses directions syndicales ont contribué à freiner la solidarité, en particulier dans la région parisienne. Mais Jean Kaspar et Nicole Notat assuraient la présence de la direction confédérale en tête de la manifestation, aux côtés de l'ensemble du bureau national de la FGM-CFDT.

Solidarité, à l'inverse de ce que Rouge a pu écrire la semaine dernière ? On pour-

rait le croire. D'autant plus qu'un « communiqué de presse » de la FGM-CFDT « apporte son soutien le plus total à l'action des travailleurs de la sidérurgie de Lorraine pour le maintien et le développement de l'emploi dans cette région durement touchée par de multiples restructurations de la sidérurgie ».

En fait, ce texte, le premier qui dise un mot positif au sujet de la marche du 13 avril, est daté du « 12 avril, 16 heures ». Il semble s'agir d'une façon de justifier le droit de défilé le lendemain...

Cette impression est encore accrue à la lecture du texte : il ne comporte pas un mot contre le plan gouvernemental. Bien au contraire : « emplois alternatifs, formation professionnelle » conçue comme « outil permanent d'adaptation »... telles sont ses seules exigences. En ce sens, la FGM-CFDT « demande instamment au gouvernement de prendre des mesures capables de redonner l'espoir aux travailleurs privés d'emplois, tout particulièrement en Lorraine ».

Au nom de la solidarité ouvrière, en déjouant les manœuvres que nous avons évoquées plus haut, quelques milliers de militants et de travailleurs étaient cependant présents à l'appel des syndicats de la région parisienne, tant de la métallurgie que des services publics. Les Lorrains ne leur avaient pas dit qu'ils souhaitaient qu'ils les laissent seuls manifester...!

PC-CGT

Qu'ont-ils fait du 13 avril ?

Le 13 avril vaut par son nombre : beaucoup de Lorrains sont venus à Paris. C'est dire que le rapport des forces y était. Mais qu'ont-ils fait de cette marche, les appareils centraux de la CGT et du PCF ?

Ils ont décrété que ce serait une manifestation seulement « syndicale », alors que les sidérurgistes ont compris au quart de tour que le plan acier est le fruit d'une politique, celle défendue par Mitterrand, soutenue par le PS et le PC. Donc, l'appareil central de la CGT a largement contribué à tracer un parcours, le plus long possible (douze kilomètres) pour épuiser le monde, dont l'itinéraire évitait soigneusement l'Elysée et l'Assemblée (puisque c'est syndical...).

Le débouché politique a été enlevé, malgré l'aspiration des Lorrains. Mais l'unité syndicale aussi y est passée... En Lorraine, les directions syndicales ont joué à la compétition, à celle qui remplirait le plus de cars et de trains. A l'arrivée à Paris, les cortèges ne furent pas organisés par ville, par entreprise mais par syndicat. Le 13 avril, malgré les cinq sigles syndicaux juxtaposés en tête de la manif,

fut une manifestation de division. Pendant le voyage, les fouilles effectuées par le service d'ordre de la CGT furent nombreuses. On n'est jamais trop prudent...

Le 13 avril fut un cortège quasi exclusivement lorrain. Car les unions régionales Ile-de-France CGT et CFDT n'ont pas appelé. Si celle de la CGT demandait aux parisiens d'accueillir les Lorrains, aucun mot d'ordre de grève ne venait couvrir ceux qui avaient l'intention de s'y rendre. Ils restèrent à leur poste de travail. Alors que le 23 mars 1979, un appel à la grève fut lancé, alors qu'une affiche nationale, un tract, pas moins de quatre Vie ouvrière furent consacrés à la préparation de l'événement, cette fois l'isolement de la sidérurgie fut organisé... consciemment !

En dernier lieu, vient le moyen physique de contrôle du cortège, le service d'ordre, puisé largement dans la

fédération du livre CGT. S'il contrôlait la périphérie, les groupes de manifestants lorrains avaient une très large liberté, de lancer les slogans qu'ils voulaient. La fermeture physique du cortège ressemblait peu à sa politisation interne.

Car là est le problème central : réussi par le nombre, le long cortège fut canalisé vers les beaux quartiers par l'appareil CGT, montrant ainsi que la centrale de Montreuil pèse et pèsera d'un poids décisif dans la défense de la politique gouvernementale. De quoi pèsent les discours, les déclarations, les petites phrases des Sainjon, Krasucki et autres dirigeants confédéraux quand, pour protéger l'Elysée et le Parlement, c'est-à-dire pour protéger les responsables du plan acier, l'appareil central de la CGT met tout son poids en travers du chemin des sidérurgistes ?

Des rangs des manifestants ne jaillissaient pas d'autres slogans que ceux adressés à Mitterrand. Rien de revendicatif. Toutes et tous savaient que la défense de l'emploi était une question politique centrale. La direction du PC et la direction de la CGT aussi. D'où leur effort pour dévoyer ce 13 avril. Voilà comment ils musèlent la combativité ouvrière...

Jean Lantier

DES MEETINGS LCR EN LORRAINE

« Ils ont été d'accord là-haut pour la casse »

Rassemblement
des travailleurs
26-27 mai
LE BOURGET
contre l'austérité
contre l'Europe capitaliste

Dans le cadre des luttes en cours, la fédération de la Lorraine de la LCR a décidé d'organiser une série de réunions publiques avec Alain Krivine quelques jours avant la marche sur Paris. Quatre réunions convoquées en quarante-huit heures

A Rehon, près de Longwy, une quarantaine de personnes, très peu de sidérurgistes parmi l'assistance. Pris par de multiples tâches militantes, la plupart des contacts de la LCR n'ont pas pu venir.

A Moyœuvre (cf. le dernier numéro de Rouge), la réunion fut un succès. Une cinquantaine de personnes dont pas mal de sidérurgistes et de mineurs de fer.

Pompey et Neuves-Maisons représentaient des cas à part puisque dans ces deux villes, la LCR est inexistante. Elle ne commence à intervenir que depuis quelques mois seulement avec des distributions régulières de tracts sur la sidérurgie. La réunion de Pompey convoquée à 17 heures n'a réuni qu'une quinzaine de personnes. Mais le débat fut très intéressant, notamment avec un sidérurgiste qui expliquait que lui et beaucoup de ses camarades ne voulaient pas monter sur Paris pour la marche : « Ce sera un enterrement et en rentrant les camarades risquent d'être complètement écorchés. »

Le soir, se tenait la dernière réunion à Neuves-Maisons. Dans cette petite ville ouvrière, ce fut un grand succès. Près de quatre-vingts personnes.

De nombreux contacts ont été pris dans toutes ces réunions. Et partout, ce sont les mêmes questions, les mêmes interrogations : pourquoi la gauche nous a-t-elle trahi ? Pourquoi fait-elle une telle politique ? A qui faire confiance désormais ? Le deuxième thème abordé est celui de la lutte. Pour les sidérurgistes qui vivent dans une région où il y a déjà 100 000 chômeurs, le plan acier est une véritable mise à mort. C'est une population unanime qui se révolte, mais c'est en même temps un doute grandissant sur la volonté des partis ouvriers et les directions syndicales de mener la lutte jusqu'au bout.

Dans ces bastions du mouvement ouvrier, toutes les organisations ouvrières commencent à être contestées. En dehors de la sidérurgie et des mines, les appels à la grève le jour de la marche ont été limités. Dans une ville comme Moyœuvre, le PCF est passé en l'espace de deux ans de près de quatre cents cartes à une quarantaine aujourd'hui.

La nécessité de construire un parti de travailleurs apparaît pour beaucoup d'anciens militants du PC ou du PSU comme une nécessité, mais les moyens de sa construction restent encore abstraits. D'autant plus que l'échéance immédiate est

d'empêcher l'application du plan acier. La LCR qui commence à être connue dans les bassins a donc une tâche très lourde.

Signalons enfin que la visite de notre camarade Krivine en Lorraine a eu un grand écho dans les médias. La presse régionale a largement rendu compte des meetings et notre camarade a été l'invité de FR 3.

Le meeting de Neuves-Maisons

Près de quatre-vingts personnes sont rassemblées. Après l'intervention d'un camarade de Nancy expliquant le sens de ce premier meeting et celle d'Alain Krivine, le débat va immédiatement démarrer. C'est un ancien ouvrier du bâtiment accidenté qui se lève pour lire un papier lui annonçant qu'il n'aurait désormais plus droit aux ASSEDIC. Un autre participant prend la parole : « Au sommet, je les mets tous dans le même sac, nous on a été raisonnables pendant trois ans, mais pas les patrons ; alors aujourd'hui, il faut y aller. »

C'est le tour d'un sidérurgiste qui intervient sur la marche : « Ils ont été d'accord là-haut pour la casse, la casse de nos emplois, alors nous aussi maintenant il faut casser et ce n'est pas avec un bouquet de fleurs qu'on va aller à Paris. »

Puis plusieurs militants abordent le problème des syndicats et du rôle des délégués. Beaucoup expliquent qu'il n'y a pas de démocratie, qu'on ne se réunit jamais ou qu'on ne peut pas se faire entendre. Un sidérurgiste CGT intervient durement : « Chez nous, une fois élus, les délégués se planquent, on ne les voit plus. » Un vieux militant se lève, il n'est pas d'accord : « On attaque trop la CGT. Quand tu attaques les délégués, dit-il à son camarade, est-ce que c'est moi que tu vises ? Tu sais très bien que toute ma vie j'ai été dans toutes les bagarres à l'usine et dans la rue. L'autre soir, j'étais sur les barricades et tu le sais très bien. » Une partie de l'assistance le confirme, le camarade interpellé aussi. Puis ce militant qui est au PC regrette l'époque d'André Marty, « un vrai dirigeant ouvrier ».

Le débat redémarre sur la CGT. La LCR critique les orientations et la direction de la CGT mais pas le syndicat. Si le syndicat perd des adhérents, c'est justement à

Souscription 84
objectif 500 000F

Pour tenir le rassemblement du Bourget, pour aider la LCR à mener cette campagne contre l'austérité 500 000 F sont nécessaires (infrastructure, propagande, voyages) Si chaque participant verse 50F, si chaque lecteur ou lectrice verse 50F de soutien, 5 000 travailleurs de tout le pays pourront participer à ce rassemblement

Nom : _____
Prénom : _____ Profession : _____
Mention brève : _____
Je verse : _____ F
(chèque à l'ordre de la LCR)
A retourner à Michel Rousseau, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

cause de sa ligne ; le problème aujourd'hui est de reprendre en main les syndicats pour en faire de véritables instruments de lutte.

Un militant CFDT montre que ce n'est pas toujours facile de trouver des candidats pour être délégués. La discussion se poursuit sur les modalités de la lutte, dont beaucoup se sentent dépossédés. La marche sur Paris en est un exemple. Il apparaît que son contenu, son organisation, ses modalités auraient dû être décidés par les travailleurs eux-mêmes en assemblée générale unitaire d'usine.

L'exemple du groupe 79-84 de Longwy est cité. Beaucoup d'autres problèmes vont être abordés mais la réunion va devoir se terminer. Tout le monde est resté jusqu'au bout. C'était la première fois à Neuves-Maisons que des travailleurs ont pu ensemble discuter de leurs luttes, de leurs syndicats, de leurs problèmes. Rendez-vous a été pris pour le rassemblement du Bourget et il ne fait aucun doute que certains camarades y seront présents pour poursuivre ce débat. Un débat ouvert pour discuter et mieux lutter, un débat pour aider à construire en France un parti des travailleurs.

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom _____
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

- Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de publication : Robert March
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

TRI PTT CAEN

Les CRS, en guise de négociation

Six mois après la grève des centres de tri, la lutte des postiers de Caen contre les suppressions d'effectifs illustre les conséquences du plan de redéploiement appliqué depuis le 1^{er} octobre.

« L'affaire du tri postal », « les PTT avouent : 20 millions de lettres en rade »... l'évacuation du centre de tri de Caen par les flics a remis les postiers à la une des mass média. « Je ne suis pas satisfait de la façon dont les postes françaises travaillent », déclarait récemment Mexandeau, ministre des PTT, ex-député caennais (PS).

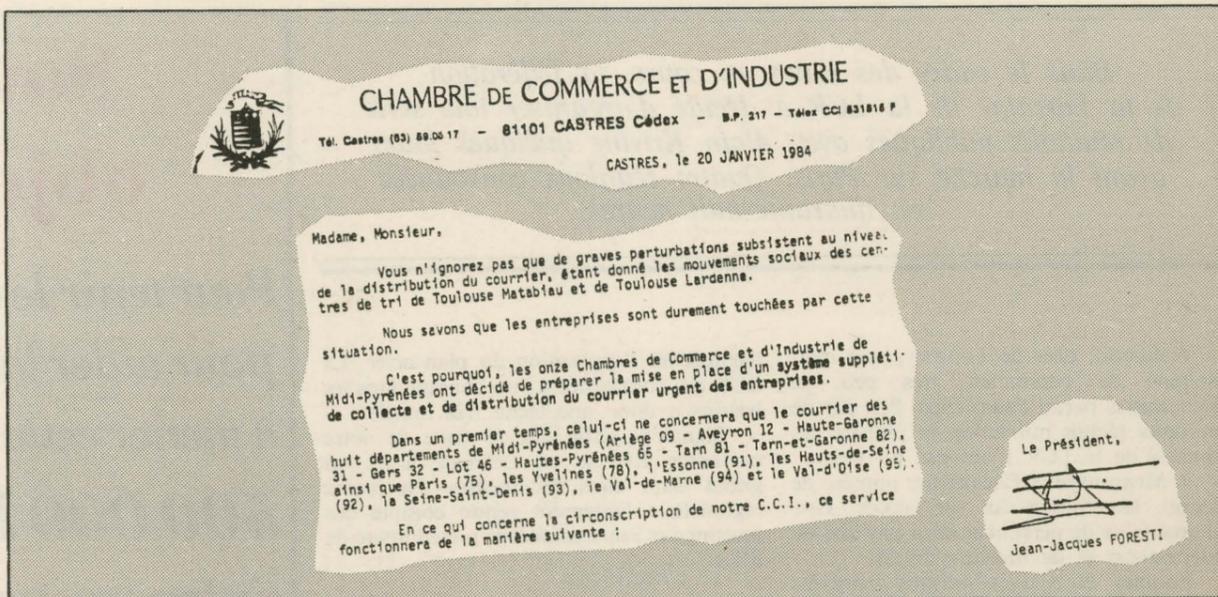
Les travailleurs des centres de tri, en grève en septembre et octobre 1983, étaient tout à fait conscients à la reprise du travail, du piège que leur préparait le ministère. Appliquer le plan Daucet, centre par centre, pour éviter un deuxième mouvement de riposte commune, contre ses effets. Ce plan de « redéploiement » supprime des postes de travail dans les tris, les déplace vers les bureaux de postes. L'étalement du tri, du transport, de la distribution du courrier (deux jours pour les lettres affranchies à 2 francs, trois à quatre jours pour celles affranchies à 1,60 francs), devait diminuer la charge de travail, et

justifier ainsi les réductions d'effectifs, la suppression du travail de nuit le samedi.

Ces prévisions sont un bidon. La plupart des usagers se sont résolus à timbrer leurs lettres à 2 francs. L'accroissement du volume du courrier annuel se poursuit, la charge de travail s'accroît, les postiers ne peuvent y faire face, le service public se dégrade.

Les postiers caennais luttent contre la suppression de quatorze postes dans leur centre. Ils seraient « redéployés » régionalement selon le ministère, nationalement, assurent les responsables régionaux. Le chef de centre reconnaît qu'il est injustifié de réduire les effectifs : il est viré ! Les syndicats proposent une étude d'effectifs à la direction. On leur refuse. « C'est comme si un malade allait voir son médecin, remarque un postier, et qu'il lui coupe la jambe avant de savoir de quoi il souffre. »

La grève se durcit. Les petits patrons du SNPMI menacent de faire une descente dans le centre de tri.



A Caen les patrons mettent en place une poste-bis...en Midi-Pyrénées. Cette attaque en règle contre le service public est en cours depuis des mois.

Mexandeau envoie les CRS, en guise de négociation. Le ministre mijote une offensive antidroit de grève et un renforcement de la répression.

A Caen, lundi, une manifestation de soutien rassemblait mille personnes. Le centre de tri de Saint-Lo débraie, ceux de Rouen font grève une heure dimanche soir à 90 %, 24 heures lundi à 50 %. « On aura droit à vingt-cinq suppressions de postes dans l'année, commente un postier rouennais, c'est dire si on est concerné. » Issy-les-Moulineaux organise une grève de solidarité, ceux

d'Amiens, de Toulouse luttent contre les mêmes effets du plan Daucet.

Sur un an, un an et demi, les centres de tri lesuns après les autres, seront touchés par des suppressions

d'effectifs. Les fédérations CGT, CFDT ont réagi avec fermeté aux méthodes policières de Mexandeau. En septembre, octobre, elles avaient tout fait pour diviser la lutte contre le plan Dau-

cet. Les postiers ne tarderont pas à leur rappeler, sans cesse, que leur première tâche aujourd'hui est d'organiser la riposte dans l'unité contre ses effets.

M. M

IMMIGRES

Un pas vers la carte unique ?

Le conseil des ministres vient de déposer un projet de loi pour instaurer une carte unique de dix ans pour la majorité des travailleurs immigrés. Mais de nombreux problèmes demeurent.

« Carte unique pour tous les immigrés », cette exigence reprise par cent mille voix lors de la marche du 3 décembre est une vieille revendication de l'immigration et du mouvement ouvrier. Il aura fallu trois ans et la marche initiée par les « beurs » pour que le gouvernement fasse un pas dans ce sens. Le projet déposé par le Conseil des ministres ouvrirait l'accès à une carte unique de dix ans pour tous les immigrés possédant un titre de travail ou de séjour de trois ou dix ans. Cette carte leur serait délivrée à expiration de la précédente.

Si cette loi est votée à la session de printemps comme le déclare le gouvernement, les deux tiers des immigrés en finiraient avec un statut précaire qui les rend aujourd'hui dépendants de leur contrat de travail pour le renouvellement de la carte de séjour, qui les confine à une profession ou à une zone d'habitat délimitées.

Cela ne serait que justice pour des travailleurs qui résident en France depuis plus de quinze ans pour la plupart.

Mais l'égalité réelle pour les immigrés devrait se traduire par une carte de dix

ans renouvelable automatiquement tout comme la carte d'identité. Or... les possesseurs actuels de la carte de un an sont exclus du projet de loi actuel. Dans quelles conditions auront-ils accès à la carte de dix ans ? Qu'en sera-t-il aussi des femmes venues en France par le regroupement familial et qui aujourd'hui n'ont pas accès à la carte de travail ? Des jeunes de moins de seize ans dont le cas n'est pas abordé dans le communiqué officiel ?

Reste aussi la proposition évoquée ici et là d'une carte informatisée, c'est-à-dire instrument de fichage donnant accès à des informations personnelles.

Beaucoup de problèmes donc, qui justifient le maintien de l'exigence d'une carte unique pour tous les immigrés, renouvelable automatiquement et non informatisée.

Hélène Viken

CITROEN

Vers l'épreuve de force

Vendredi 13 avril, la direction de Citroën a confirmé sa décision de supprimer 6 081 emplois. Une nouvelle épreuve de force s'annonce chez PSA.

Pour la direction, la répartition des suppressions des postes se ferait entre 3 144 départs en pré-retraite et 2 937 licenciements. Tous les sites de la région parisienne sont touchés : Asnières, Saint-Ouen, Clichy, Nanterre et surtout Levallois et Aulnay, où un emploi sur trois serait supprimé. Le jour même de l'annonce de ces décisions, l'usine d'Aulnay était en grève totale. A Levallois, une grève avait déjà eu lieu la veille (contre la mise en chômage technique). Une délégation manifestait devant le siège à 2 000 travailleurs.

Par contre, les dirigeants de la CGT ne proposèrent pas aux travailleurs présents de se joindre à la marche des Lorrains qui au même moment manifestaient eux aussi pour l'emploi.

Calvet, P-DG de Citroën et Peugeot-Talbot, essaye d'éviter que se renouvelle

un conflit frontal comme à Talbot. Aussi a-t-il commencé d'organiser une consultation des travailleurs immigrés (qui risquent de fournir le gros des licenciés) pour tester le nombre de « volontaires » au départ avec l'aide au retour.

Jusqu'ici on peut dire que le résultat est un rejet massif. En effet, la moitié des 10 000 travailleurs immigrés ont participé à cette consultation, résultat : 4,5 % apporteraient une réponse positive pour le « départ volontaire ». Pourtant, l'encadrement fait peser sur eux chantages et « ce sera ça ou le licenciement pur et simple ».

Comme quoi, ces travailleurs installés en France depuis de longues années, souvent avec leur famille, manifestent clairement que leur volonté est de travailler dans ce pays. On s'acharne donc vers une épreuve

de force dans les usines Citroën.

Une fois encore, la direction de PSA veut imposer une diminution des effectifs, prétextant un « sur-effectif », en fait elle recherche la rentabilité maximum.

Cette restructuration « rigoureuse » de la famille Peugeot, on en connaît le sérieux. Rappelons-nous qu'il y a un mois, PSA annonçait qu'il y avait un « sous-effectif » à Talbot après qu'elle ait procédé à 2 000 licenciements.

La CGT a organisé le lundi 16 avril une réunion de ses délégués syndicaux et délégués d'ateliers d'Aulnay. L'exigence de l'occupation des usines, du refus des licenciements s'est exprimée durant cette réunion. L'idée de l'occupation rencontre un écho important parmi les travailleurs.

Il est possible que la direction ne dépose la demande de licenciement qu'à la fin du mois. Mais c'est sans attendre que l'occasion se présente d'organiser dans chaque usine des assemblées générales décidant de l'action, action unitaire coordonnée entre les usines, contre tout licenciement.

Correspondant

Liberté de résidence, de circulation pour Z. Kowalewski

Un dirigeant de Solidarnosc expulsé de France, à la veille du troisième anniversaire du 10 mai : le fait en soi prend déjà valeur de symbole. Le refus de cette expulsion honteuse est une question de principe pour l'opinion ouvrière et démocratique.

Le 28 mars dernier, lorsque la préfecture de police, sur ordre du ministère de l'Intérieur, notifia à Z. Kowalewski le refus de lui renouveler sa carte de résident étranger, l'invitant à quitter le territoire dans un délai d'un mois, elle le fit sous un fallacieux et misérable prétexte administratif, dont d'ailleurs la légalité est contestable.

Dès lors, l'opinion ouvrière et démocratique se

mobilisa de manière tout à fait exceptionnelle. Des démarches multiples furent aussitôt engagées auprès des autorités françaises à tous les niveaux, en France comme à l'étranger.

Lundi 16 avril, à Paris, une délégation formée de Claire Etcherelli, David Rousset, Claude Bourdet, Serge Depaquit, Alain Krivine était reçue par MM. Grimaud et Bussière, représentants de Gaston Deffer-

re. Il ressort clairement de cette entrevue officielle que le gouvernement a envisagé d'expulser Kowalewski parce que les services secrets français le soupçonnaient d'appartenir aux services secrets polonais.

Pareille accusation est trop grave pour ne pas être fondée sur des preuves solides ; or, de l'aveu même des autorités, ces preuves n'existent pas. Kowalewski lui-même et ceux qui le connaissent de longue date, peuvent témoigner de son combat pour le socialisme et la révolution en Pologne au début des années soixante-dix, à Cuba ensuite de 1975 à 1979, puis dans les rangs de Solidarnosc, des grèves d'août 1980 à la veille du coup de Jaruzelski, et enfin dans l'activité de solidarité avec les organisations clandestines de son syndicat mis hors-la-loi par la bureaucratie polonaise.

Tout cela est parfaitement clair, comme il est tout aussi évident que les militants ouvriers sont toujours suspects aux yeux des policiers d'un Etat bourgeois lorsqu'ils refusent toute collaboration avec ces derniers. C'est en effet une question de principe et d'honneur pour Kowalewski, comme pour nous et pour tout militant ouvrier digne de ce nom.

Les dirigeants réformistes lorsqu'ils accèdent au sommet de l'Etat bourgeois n'ont pas ce genre de scrupules, quitte à être eux-mêmes victimes de leur aveuglement et de leur renoncement.

Alors, oui, avec tous ceux qui y sont prêts dans ce pays et à travers toute l'Eu-

rope, nous défendrons le droit de Kowalewski à résider en France et à voyager comme bon lui semble. Nous défendrons aussi son droit à agir en toute indépendance par rapport à l'Etat français, pour organiser la solidarité avec la révolution polonaise. Mais nous défendrons aussi l'honneur de ce camarade face à ses détracteurs anonymes qui en voulant lui nuire cher-

chent à atteindre les courants de Solidarnosc qui luttent pour le socialisme ouvrier autogestionnaire.

Qu'aujourd'hui, le gouvernement annonce que la mesure d'expulsion est reportée, constitue un premier recul imposé par l'activité de solidarité. Un premier résultat certes limité mais qui n'en indique pas moins la voie à suivre : la campa-

gne de solidarité en s'élargissant, en s'amplifiant peut nous permettre de gagner. Aucun effort ne doit être ménagé pour ce faire. Tous ceux et toutes celles qui se sont engagés en solidarité avec Solidarnosc auront en effet à cœur de poursuivre cette activité jusqu'à son terme, sans se laisser abuser par de faux-fuyants.

J.-L.M.

De partout en Europe

« Nous sommes impressionnés par l'ampleur du soutien à Kowalewski qui se manifeste, venant en particulier de l'étranger », ont affirmé les représentants du ministère de l'Intérieur à la délégation des signataires reçue le 16 avril.

Les autorités françaises sont bombardées de télégrammes de protestation provenant de toute l'Europe, signés par d'éminentes personnalités du mouvement ouvrier et démocratique. Tels le président du Parti travailliste anglais, Eric Heffer, Tony Benn, membre du Parlement et de l'Institut Bertrand Russell. Tels Fernando Claudin et Jose Maria Mohodano, président de l'Association des droits de l'homme de Madrid. Tel Alfredo Tridente, responsable de la commission internationale de la Cisl italienne. Tel Dan Gallin, secrétaire général de

l'UITA (Union internationale des travailleurs de l'alimentation). L'assemblée régionale de Lombardie des conseils d'usines, réunie le 13 avril à Bergame pour préparer la grève générale prévue le 17 avril, a envoyé un télégramme à François Mitterrand, affirmant qu'il était inconcevable qu'un gouvernement de gauche puisse prendre une telle décision contre un militant de Solidarnosc en exil. En Suisse, la campagne de soutien s'est poursuivie et amplifiée, recueillant le soutien de dizaines de personnalités, dont Ruedi Tobler, président du Conseil suisse pour

la paix, Dario Robbiani, président du groupe socialiste aux Chambres fédérales et président du Parti socialiste du Tessin, ainsi que plusieurs dizaines de députés socialistes cantonaux ou nationaux.

Lundi 16 avril, une délégation composée de Christophe Berger, secrétaire central du Parti socialiste suisse, Ruth Dreifuss, secrétaire centrale de l'USS — la principale centrale syndicale —, Karl Gruber, au nom de la CSC (syndicats chrétiens), des représentants des CSSOPE (comités de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est) et de la coordination nationale des comités de solidarité avec Solidarnosc était reçue par l'ambassade de France à Berne. Le premier conseiller qui la reçut affirma qu'il transmettrait immédiatement les motions de soutien à Kowalewski au Quai d'Orsay, convaincu par ailleurs qu'il devait s'agir d'une erreur administrative.

En France

Quelques deux cent cinquante personnalités (voir Rouge n° 1108) représentantes de tous les secteurs de l'opinion démocratique ont pris position contre l'expulsion de Z. Kowalewski. La ligue des droits de l'homme, le Club socialiste des droits de l'homme, Amnesty International, de très nombreuses structures syndicales (fédérations nationales, unions régionales, départementales, syndicats et sections d'entreprises) CGT, CFDT, FEN, FO, autonomes ont agi dans le même sens. Une carte postale éditée par le collectif de soutien a été tirée à vingt mille exem-

plaires. Une affiche est en préparation. Un grand meeting unitaire est envisagé pour le 26 avril à la bourse du travail.

● Adressez prises de position et soutiens divers à : Catherine Delay 25, rue d'Enghien 75010 Paris

● Soutien financier à l'ordre de Sylviane Gauthier : CCP 1025888 B Paris.

● Permanence quotidienne du collectif à la Bourse du travail de 16 h à 18 h au siège du syndicat CGT des correcteurs.

● Passez vos messages sur répondeur automatique au (1) 208 02 28

LA VIE POLITIQUE ET SOCIALE

HAUTS-DE-SEINE

Grève de la mensualisation des crèches

Dans les Hauts-de-Seine, les parents s'organisent pour faire grève de la mensualisation des crèches. Il faut populariser cette lutte. Nous avons interviewé Isabelle, une parente.

● Quelles sont les raisons de votre lutte ?

Le conseil général et la DDASS ont décidé d'instituer dans les crèches collectives départementales, à partir de janvier 1984, la mensualisation de la participation familiale, à savoir l'obligation de payer un minimum de vingt jours par

mois. Cette mesure entraîne une augmentation de fait de 20 % du prix de la crèche pour 80 % des parents ! Sans compter les vacances, puisque seulement trente jours ouvrés sont exonérés de paiement, et les absences pour maladie, décomptées au départ à partir du sixième jour ! C'est une mensualisation encore plus draco-

nienne que celle qui s'applique déjà dans certains départements.

Ils veulent rentabiliser les crèches, en faisant payer plus les parents, en aggravant les conditions d'accueil des enfants. Ainsi, une circulaire du secrétariat d'Etat à la Famille recommande aux directrices d'inscrire des enfants en surnombre « pour améliorer la gestion financière » et « pour tenir compte de l'absentéisme ».

Ne pas décompter les premiers jours de maladie, c'est inciter les parents à envoyer leur enfant « légèrement malade » à la crèche, sans que pour autant soient prévus les équipements et les personnels nécessaires pour répondre à cette situation.

● Quelle a été la réaction des parents ?

La colère... Dès le mois de décembre, une pétition à l'initiative de l'association des parents de crèches dénonçait ces mesures et demandait l'ouverture de négociations. En moins de quinze jours, nous avons recueilli plus de sept cents signatures ! Un collectif se mit en place au niveau départemental qui regroupait des représentants de quarante-cinq crèches. Le conseil général a cru alors pouvoir enrayer le mouvement en nous accordant l'exonération pour maladie à partir du quatrième jour, un abattement de deux jours par mois pour les parents qui

travaillent le samedi matin, une réduction au quart du tarif pendant les congés légaux de grossesse. Et, le fin du fin, ils ont « ouvert la possibilité, pour les familles exerçant un travail à mi-temps, d'occuper un lit de crèche avec deux enfants » !

Nous avons jugé ces « améliorations » insatisfaisantes. Toute négociation nous étant refusée, nous avons décidé de faire la grève de la mensualisation, c'est-à-dire de continuer de payer selon l'ancien système. Depuis janvier, nous organisons la collecte des chèques pour les envoyer, groupés, directement au trésorier payeur général. Environ mille cinq cents parents participent à cette action.

● Et maintenant, comment allez-vous continuer ?

La réaction des pouvoirs publics a été immédiate : menaces d'exclusion des enfants, de fermeture de crèche. C'est l'épreuve de force. Si la DDASS et le conseil général font passer ces mesures dans les Hauts-de-Seine, nul doute que cela s'appliquera dans les autres départements, d'autant qu'elles vont dans le sens des « recommandations » gouvernementales. Nous devons gagner. Mais pour cela, il faut que notre lutte soit reprise par d'autres et popularisée...

Propos recueillis par Sonia Folloni

NICARAGUA

La sale guerre

Huit mille contre-révolutionnaires à la frontière nord du Nicaragua depuis la mi-mars ; quatre cents à la frontière sud, conduits par Eden Pastora, depuis le 13 avril ; un harcèlement permanent de ces mercenaires de la CIA, depuis des mois et des mois ; vingt et un millions de dollars de crédits supplémentaires prévus pour eux que Reagan débloquera sur les fonds d'aide d'urgence, si le Congrès nord-américain refuse de les voter. Un pas de plus est franchi dans la sale guerre contre le Nicaragua.

Washington reconnaît officiellement avoir fait miner les ports nicaraguayens par la CIA, décision prise par Reagan lui-même.

Même si après les remous que cette révélation a provoqués, la CIA suit l'avis du Sénat et cesse le minage, la politique d'agression ne s'arrêtera pas pour autant. Aucun gouvernement ne semble vouloir aller au-delà des protestations verbales et procéder au déminage des ports.

Le minage est une des armes employées par Reagan, qui cherche à étrangler le Nicaragua, par tous les moyens possibles.

Derrière les 15 000 « contras », bientôt 18 000, qui opèrent depuis le Honduras et le Costa-Rica, il y a l'aide militaire et logistique du Pentagone, les crédits alloués à la CIA pour les opérations clandestines, et ses calculs stratégiques : viser les objectifs économiques pour épuiser la révolution.

Les Etats-Unis mettent en place l'encerclement régional. De « manœuvres » en « manœuvres », ils équipent et entraînent l'armée hondurienne contre le Nicaragua, et stationnent en permanence dans ce pays.

Après Grenade, Reagan prépare l'opinion américaine et internationale à l'éventualité d'une nouvelle intervention directe de ses troupes au Nicaragua. Il mène une campagne d'intoxication sur les élections nicaraguayennes. Il répète à qui veut l'entendre qu'elles ne seront pas démocratiques, et qu'elles doivent être surveillées par les Etats-Unis... comme aux meilleurs temps de l'occupation par les marines.

Aujourd'hui, les « contras » piétinent dans le Nord, et l'avancée militaire de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) de Pastora dans le Sud reste étroitement circonscrite. Le danger est autre : Pastora est une carte que les Etats-Unis jouent à l'échelle internationale.

Le projet de « gouvernement provisoire rebelle » qu'il a annoncé est un plan de longue date sur lequel compte la Maison-Blanche pour justifier une nouvelle escalade de l'intervention. Pour cela, les moyens ne manquent pas : les médias occidentaux montrent Pastora plus « présentable » que les somozistes du nord, comme le champion de la démocratie.

C'est cette désinformation que la solidarité doit combattre, afin de briser l'isolement international de la révolution nicaraguayenne.

Le gouvernement français, qui a exprimé sa désapprobation devant les actions de la CIA, doit mettre sans attendre sa proposition de déminer les ports en application.

S. Joanny

MEETING DE SOLIDARITE
AVEC LE NICARAGUA

Judi 26 avril à 20 h

Bourse du travail (rue du château d'eau)

Avec la présence de représentants
de la Jeunesse sandiniste



RFA

L'affrontement pour les 35 h

Après l'échec des ultimes négociations, la grève dans la métallurgie paraît inévitable. De nombreux syndicats soutiennent d'ores et déjà l'action de l'IG-Metall. La confrontation qui se prépare aura valeur de test national.

Il n'y a pas si longtemps, nombre de commentateurs bien-pensants nous présentaient l'Allemagne fédérale comme un pays modèle, où les relations sociales étaient parvenues à un degré d'harmonie tel que la lutte des classes n'était plus qu'une vieille lune. A présent, d'autres nous exhortent à crier « vive la crise ». Tous ceux-là feraient bien de méditer ce qui se passe aujourd'hui dans ce pays.

Depuis plusieurs mois, le syndicat des métallurgistes (IG-Metall, deux millions et demi d'adhérents) a déclenché une action en faveur de la semaine de trente-cinq heures, sans réduction de salaire. Il s'est immédiatement heurté au refus catégorique du patronat du Gesamtmetall. Ce qui a conduit à l'échec, le 16 avril, des négociations de la « dernière chance » entre les deux parties.

Dès la première semaine de mai, l'IG-Metall va donc

consulter ses adhérents sur le déclenchement de la grève. La législation l'oblige en effet à recueillir l'approbation de 75 % de ses membres avant de prendre une telle décision.

L'échec des manœuvres

La préparation de cette échéance polarise désormais la situation politique outre-Rhin. La métallurgie détermine traditionnellement le climat social du pays. Ce qui explique que les manœuvres se soient multipliées, dans la dernière période, pour éviter l'affrontement.

Bien qu'intransigeants sur le fond, le gouvernement et les chefs d'entreprise ont tenté de gagner du temps afin de rapprocher des vacances d'été la conclusion des négociations. Ils reçurent le soutien de l'aile la plus droitière de l'IG-Metall qui déploya une formidable activité dans le but d'empêcher que la base soit consultée au plus tôt. Lors du comité exécutif du 29 mars, elle obtint d'ailleurs la reprise des contacts avec le patronat qui déboucha sur le sommet du 16 avril.

Ces tentatives étaient pourtant vouées à l'échec dès le départ. Car la bourgeoisie ouest-allemande ne peut accepter aucune concession dans ce domaine. Le moindre recul sur ce point ruinerait ses efforts pour accroître la compétitivité de son industrie et restaurer son taux de profit. Il ferait surtout tâche d'huile et libè-

rait la combativité des travailleurs dans d'autres secteurs. Les contre-propositions du Gesamtmetall reflètent bien l'étrécissement des marges de manœuvre du patronat. Elles se résument à un relèvement de 3,3 % des salaires, au principe d'un avancement de l'âge de la retraite à 55 ans avec 70 % du traitement et au développement du travail à temps partiel.

Comment les syndicalistes auraient-ils pu accepter des offres qui ne créent aucun emploi alors que l'on s'attend à quelque cent cinquante mille licenciements dans l'automobile au cours des cinq prochaines années et qu'en dépit de l'amorce d'une reprise économique, le chômage touche toujours 2 393 000 personnes. Hans Janssen, un responsable de l'IG-Metall dresse un constat lucide : « Avec l'arrivée de nouvelles technologies, la croissance ne suffit pas à résorber le chômage. Sans réduction massive du temps de travail, on ne retrouvera jamais le plein emploi. La micro-électronique rend non seulement possible mais nécessaire la réduction du temps de travail. »

Un affrontement central

La lutte pour les trente-cinq heures constitue une tradition en RFA. Dès 1979, à son congrès de Hambourg, la confédération des syndicats (DGB) l'inscrivait au centre de sa plateforme revendicative. En décembre de la même année, les aciéries de la Ruhr arrêtaient la production durant six semaines pour la diminution des horaires de travail. Ce mouvement s'acheva sur un échec mais il obligea cependant les patrons à concéder la sixième semaine de congés payés.

La prochaine bataille va dès lors constituer un test majeur. Hans Janssen en est

parfaitement conscient : « Obtenir les trente-cinq heures et embaucher des chômeurs rendra aux travailleurs la confiance en eux-mêmes. Cela rééquilibrera un rapport de forces qui aujourd'hui, est nettement en faveur du patronat. Je ne crains pas de dire cela publiquement, car nous avons besoin de cette confiance retrouvée pour mener les luttes à venir. »

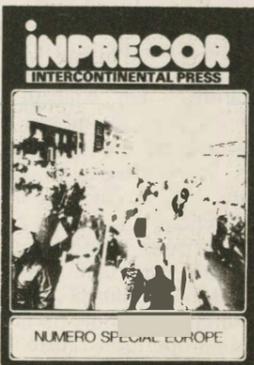
D'ores et déjà, l'action de l'IG-Metall reçoit un écho considérable. Elle dispose du soutien de plusieurs grands syndicats comme ceux des services publics et des communications (OTV), du commerce, des banques et des assurances (HBV), de la chimie (IG-Chimie) etc. Parallèlement, dans l'imprimerie, l'IG-Druck und Papier a engagé une action similaire à celle des métallurgistes. Le 13 avril, des grèves d'avertissement ont empêché la parution de nombreux journaux. Une ultime négociation avec les entrepreneurs de ce secteur doit se tenir dans les prochains jours. La grève paraît inévitable dans ce cas aussi.

Dans la métallurgie, le référendum auprès des travailleurs est préparé par une intense campagne aux aspects les plus variés. 35-Info, le bulletin bimensuel publié par des militants engagés dans la lutte en fournit maints exemples. Des manifestations de plusieurs milliers de travailleurs sont organisées, les heures supplémentaires sont boycottées, des stands d'information sont dressés le samedi dans les centres commerciaux, des comités de quartier se forment autour des usines pour relayer la lutte, etc.

En exigeant le partage du travail sans compensation salariale, métallurgistes et imprimeurs ouest-allemands administrent la preuve que partout, les politiques d'austérité rencontrent des difficultés croissantes.

Christian Picquet

Vient de paraître



ITALIE : INTERVIEW DE RAFFAELLO RENZACCI, MEMBRE DE LA COORDINATION NATIONALE DES CONSEILS D'USINE

Vers la grève nationale



Plusieurs coordinations de conseils ont décrété la grève le 17 avril, aussitôt connue la décision du gouvernement Craxi de représenter son décret contre l'échelle mobile. Nous publions une interview de Raffaello Renzacci, membre de la coordination nationale des conseils d'usine et militant de la LCR (section italienne de la IV^e Internationale).

Interview de Raffaello Renzacci, membre de la coordination nationale des conseils d'usines, militant de la LCR (section italienne de la IV^e Internationale).

● Quel jugement portes-tu sur la seconde assemblée nationale convoquée des conseils d'usine, par rapport à celle du 6 mars ?

Cette seconde assemblée était différente, pour une raison évidente. Le 6 mars, on devait discuter d'objectifs immédiats de lutte et de mobilisation pour assurer la chute du décret sur l'échelle mobile, et préparer la manifestation du 24. Aujourd'hui, on sait que le décret ne passera pas, grâce précisément à la mobilisation qui s'est développée au cours du mois passé. L'objectif de l'assemblée de Turin était de fournir des objectifs à plus long terme au mouvement. De ce point de vue, elle représente un pas en avant. Des propositions intéressantes ont été faites, en particulier la convocation d'une nouvelle assemblée pour élaborer une plate-forme de lutte sur l'emploi.

On a vu que la large majorité des délégués présents rejettent ce qui est jusqu'aujourd'hui la politique des directions syndicales, et en particulier de la CGIL. Cette politique consiste en une relance d'une négociation sur le coût du travail, avec à la clé, des propositions de restriction du salaire et de « réforme » de l'échelle mobile. Ce qui ressort de l'as-

semblée c'est la nécessité de mettre au centre de la politique syndicale la question de l'emploi et de la réduction du temps de travail.

● Pourtant une bonne partie de la discussion a porté sur la question de l'appel à la grève en cas de représentation du décret ?

Bien sûr. La chute du décret le 16 au Parlement sera vue comme

« La majorité des délégués des conseils rejettent les propositions de « réforme » de l'échelle mobile. »

une victoire par les travailleurs, et il ne faut pas que le gouvernement puisse l'annuler en le représentant au bout de vingt-quatre heures comme la loi le lui permet. C'est pourquoi la grande majorité des délégués voulait que cette assemblée décide, dès maintenant, d'une échéance de lutte. Pourtant, ils voulaient aussi le faire sans provoquer une rupture ouverte avec la direction de la CGIL qui, par la bouche de Luciano Lama, le 24 mars, s'était prononcé contre la grève générale. En effet, malgré la volonté évidente de récupération des sommets syndicaux, l'appel de la CGIL et du PCI à la manifestation du 24 mars a été vu par



Vue d'ensemble de la salle où s'est tenue la coordination.

beaucoup comme un appui au mouvement. Beaucoup pensent — à juste titre — que la mobilisation n'aurait pu être aussi gigantesque sans la couverture du PCI et de la CGIL. C'est pourquoi la motion de Turin parle de « grève nationale » et non de grève générale, et nombreux sont ceux qui espèrent que la CGIL en tant que telle appellera à la grève en cas de représentation du décret.

● On a pu voir, une fois de plus, dans l'assemblée, que les militants de la CGIL et du PCI étaient loin d'être d'accord entre eux sur l'attitude à adopter face au mouvement des conseils. Quelle est la portée réelle de ces différenciations ?

Je crois qu'elles sont réelles et même assez profondes, même si on ne peut pas exclure complètement certaines manœuvres de « chevauchement » du mouvement. Ces différenciations concernent aussi bien la question des rapports avec les travailleurs que celle de la politique syndicale. Sur ces deux questions la position de la direction nationale de la CGIL est connue : elle est pour la fin des « autoconvocations », pour la

Raffaello Renzacci, lors des débats de la coordination nationale des conseils d'usine.



domestication des conseils et pour la réouverture d'une négociation tripartite sur le coût du travail. Lama l'a dit clairement le 24 mars à Rome et n'a pas cessé de le répéter depuis.

De nombreux secteurs de la CGIL ne sont pas d'accord. C'est le cas, par exemple de la CGIL du Piémont, comme on a pu s'en rendre compte dans le discours de Fausto Bertinotti à l'assemblée. Par exemple, le 24 mars, la direction de la CGIL voulait que les cortèges régionaux soient ouverts par des banderoles « CGIL Piémont », « CGIL Lombardie », etc. Mais la CGIL du Piémont a refusé et notre cortège était ouvert par une banderole « Conseils d'usine du Piémont ». Les dirigeants régionaux se sont faits taper sur les doigts pour cela. De même, lors de la grève générale du Piémont du 8 mars, convoquée par les conseils d'usine, la CGIL locale a soutenu l'initiative sans essayer de la chapeauter. Mais ce n'est pas seulement la question des rapports avec la base.

La CGIL-Piémont n'a pas caché son désaccord avec les propositions élaborées par la direction nationale

sur la réforme du salaire et de l'échelle mobile.

Des phénomènes similaires existent dans d'autres régions, là où les militants du PCI et de la CGIL sont le plus liés au mouvement des conseils. Par exemple, les militants de Brescia avaient déjà proposé, lors de la dernière

« Les différenciations au sein du PCI et de la CGIL sont profondes. »

conférence d'organisation, que la CGIL agisse sur la question de l'emploi plutôt que sur celle du « coût du travail ».

● Après la chute du décret au Parlement, le patronat et le gouvernement pourraient proposer aux syndicats la réouverture d'une négociation. Mais comme on l'a vu dans l'assemblée, les travailleurs y sont opposés et la CGIL risque d'avoir du mal à justifier sa politique. Comment peut évoluer la situation maintenant ?

De tous les points de vue, la crise est loin d'être sur-

montée et la situation est difficile pour tous. Il est assez improbable que le gouvernement représente le décret au Parlement, car il risquerait de provoquer le durcissement de l'attitude du PCI et la radicalisation du mouvement des conseils, le tout en pleine campagne électorale européenne. Une autre solution serait de dire à la CGIL : « On applique le décret jusqu'à une certaine date (fin juin par exemple) et d'ici là on

« La décision de l'assemblée de passer à l'élaboration d'une plate-forme de lutte sur l'emploi et le maintien des coordinations des conseils garantissent la poursuite de la lutte pour une autre politique syndicale contre l'austérité. »

cherche à arriver à un accord sur le coût du travail. » La démocratie-chrétienne y serait favorable. Mais le PSI est beaucoup plus réticent, car ce serait admettre l'échec de sa politique et reconnaître qu'on ne peut gouverner l'Italie sans l'aide des communistes.

Mais la situation n'est pas plus facile pour la CGIL. Après tout ce qu'elle a fait dans la dernière période, elle aura beaucoup de difficultés à passer à la phase opérationnelle des négociations sur le coût du travail. En particulier, il lui sera impossible d'aller à une négociation sans soumettre préalablement ses propositions aux assemblées d'usine, étant donné les débats dans le mouvement sur le respect de la démocratie des conseils. Tous les travailleurs qui se sont battus sur cette question — et en premier lieu ceux de la CGIL et du PCI — seront particulièrement vigilants. Or, dès qu'on reprendra la discussion sur le coût du travail dans les usines, l'opposition sera massive et les difficultés de la CGIL ne feront que s'amplifier.

De ce point de vue, la décision de l'assemblée de passer à l'élaboration d'une plate-forme de lutte sur l'emploi, alternative à la négociation sur le coût du travail, de même que le maintien en place des coordinations des conseils pour mener cette lutte sont extrêmement positifs. Ils garantissent la poursuite de la lutte pour une autre politique syndicale contre l'austérité.

Avril 1984
Propos recueillis
par Anna Libera



BELGIQUE

Une attaque sans précédent

Les travailleurs belges se dressent en masse contre le nouveau plan gouvernemental d'austérité. Mais la succession des mouvements de vingt-quatre heures comme la division syndicale posent avec acuité le problème du débouché politique des mobilisations.

Pour faire face à la dégradation de son économie, le gouvernement belge multiplie les plans d'austérité. Le dernier en date, rendu public il y a quelques semaines, constitue une attaque sans précédent contre la classe ouvrière.

Pour réduire un déficit budgétaire colossal (12 % du PNB), il vise à récupérer cinq cents cinquante milliards de francs belges. Cela passe d'abord par un nouveau tour de vis salarial. De 1984 à 1987, les mécanismes d'indexation des salaires vont être amputés de 2 % chaque année. Ce qui, cumulé avec les effets des attaques développées depuis deux ans, entraînera une diminution de 15 % du pouvoir d'achat à la fin de 1986.

D'autres mesures complètent le dispositif gouvernemental : économie de trois milliards et demi sur les traitements des fonctionnaires par la réduction du temps de travail avec perte de salaire et le blocage de l'embauche, diminution des allocations des chômeurs, coupes claires dans les budgets de l'enseignement, prime de départ pour les travailleurs immigrés, etc.

Comme elle l'avait fait à plusieurs reprises au long des deux dernières années, la classe ouvrière n'a pas tardé à riposter. Les mesures n'étaient pas plutôt an-

noncées que les arrêts de travail sporadiques et les manifestations spontanées éclataient, surtout en Wallonie, région disposant des plus fortes traditions ouvrières. Cette forte pression a contraint le syndicat socialiste FGFB à organiser une grève générale le 3 avril.

Pour limiter la portée du mouvement, le gouvernement s'est efforcé d'exploiter les divisions du monde du travail. La centrale chrétienne CSC, majoritaire en Flandres (région la plus peuplée du pays) et liée au parti du Premier ministre, proclame en effet que « l'austérité est un mal nécessaire ».

Cette fois cependant, en

dépôt de quelques aménagements consentis par le pouvoir, la manœuvre a échoué. Car l'ampleur du mécontentement à la base comme l'action des syndicalistes combattifs, ont fait éclater la direction de la CSC, le secrétaire général Jef Houthuys n'obtenant qu'une infime majorité sur sa politique conciliatrice.

Ce contexte explique que l'action du 3 avril ait obtenu un indéniable succès. Dans de nombreuses villes de Wallonie, les militants de la CSC se sont joints à ceux de la FGFB. Le nord du pays a également connu d'importantes démonstrations de force notamment à Anvers et dans le bassin du Limbourg.

Il reste que ce succès pose avec plus d'acuité que jamais le problème du débouché politique des mobilisations. La succession des grèves de vingt-quatre heures apparaît en effet très insuffi-

sante pour faire céder le pouvoir. Pire, elle épuise la combativité ouvrière comme le prouve le demi-échec du second arrêt de travail national organisé le 10 avril par la FGFB.

Les directions ouvrières n'offrent aucune perspective réelle. L'état-major de la CSC joue l'usure du mouvement. De leur côté, les responsables de la FGFB se contentent d'engranger de manière sectaire, le bénéfice des trahisons du syndicat chrétien. Quant au parti socialiste, premier parti ouvrier du pays, s'il manifeste sa solidarité avec les travailleurs, son principal souci demeure ses résultats lors des élections européennes.

C'est dire combien l'issue de l'épreuve de force en cours dépend du surgissement, du sein des grandes organisations, d'une véritable alternative de lutte.

Christian Picquet



GRANDE-BRETAGNE

Les mineurs contre les restructurations

Après plus d'un mois, la grève des mineurs anglais n'est pas près de se terminer. Face au durcissement de la direction des Charbonnages, le syndicat des mineurs NUM réplique par l'intransigeance. La portée nationale de l'épreuve de force n'échappe à personne.

Pour les mineurs, menacés par 21 000 suppressions d'emplois à court terme et plus de 80 000 — plus du tiers des effectifs — à moyen terme, l'attaque est la hauteur des restructurations promises ici en Lorraine : la mort de régions entières. Pour le gouvernement Thatcher, c'est la mise au pas du syndicat le plus combatif, dont l'action en 1974 avait provoqué la chute du gouvernement Heath.

Le déploiement policier et les violences qu'ont subies les piquets de grève volants ont atteint un point inouï. Thatcher s'est même crue obligée de rendre hommage à l'action des « bobbies », sans engager à fond son gouvernement.

Le leader des mineurs, Arthur Scargill, a mené une rude bataille sur le front interne. Tout d'abord, contre la direction de la confédération TUC, peu encline à mobiliser, puis contre les modérés de son syndicat qui

demandent un vote national des mineurs sur le mouvement. L'objectif immédiat de Scargill est de faire modifier les statuts du syndicat afin que la majorité simple suffise à convoquer une grève nationale. Cette victoire semble probable. Il doit vaincre également les réticences internes au Parti travailliste où seule l'aile gauche a soutenu la lutte des mineurs.

La solidarité autour de la grève a été multiple. Des groupes de femmes de mineurs sillonnent le pays pour affirmer qu'avec leurs maris, elles sont « engagées dans le combat le plus important de leur vie pour leur avenir et celui de leurs familles ». Des syndicats comme celui des transports appuient les mineurs.

Si le doute subsistait encore sur la détermination des mineurs, malgré les conséquences financières, le sondage publié le 15 avril par le *Sunday Times* est éclairant : 68 % des mineurs interrogés voteraient pour la grève nationale contre 26 %. La majorité d'entre eux soutient Arthur Scargill et 88 % déclarent leur hostilité à Ian Mac Gregor, président des Charbonnages, déjà auteur des plans de restructuration dans l'automobile.

Jean-Jacques Laredo

MAROC

Le pouvoir s'acharne sur A. Serfaty

Abraham Serfaty, âgé de cinquante-six ans est emprisonné depuis 1974. Lors du procès de cent trente-neuf inculpés à Casablanca en 1977, il fut condamné à la détention perpétuelle. Abraham Serfaty se reconnaît comme Arabe Juif, militant marocain, antisioniste et membre de l'organisation marxiste Ilal Amam (En avant).

Sa sœur Evelyne, arrêtée et torturée en 1972 est morte en 1974. Son fils, Maurice, privé de passeport depuis 1972 a été arrêté le 30 janvier de cette année et condamné à deux ans de prison, plus deux ans d'interdiction de séjour à Casablanca.

Ayant dû porter des menottes durant quinze mois consécutifs, A. Serfaty n'a plus l'usage normal de ses mains. Les autorités de la prison de Kénitra lui ont confisqué la « machine à écrire » frappant un exemplaire unique et non reproductible, seul moyen pour lui de correspondre et de poursuivre ses travaux sur le judaïsme arabe et la révolution palestinienne.

A. Serfaty n'a jamais dissocié son sort de celui de tous les autres détenus marocains. Il ne demande aucune faveur particulière. Mais en revanche, il demande les mêmes droits que tous :

— Libération de son fils, qui n'a jamais eu d'engagement politique et n'a pour tort que d'être le fils de son père ;

— La possibilité d'écrire et de travailler par la restitution de la machine qu'on lui a confisquée ;

— Le droit de se marier et d'avoir une visite en prison en autorisant celle qu'il veut épouser à rentrer au Maroc.

J.-J. L.

NICARAGUA

Deux représentants de la Jeunesse sandiniste à Paris

A l'occasion d'une tournée en Europe, organisée par les organisations de jeunesse liées à la IV^e Internationale, deux représentants de la Jeunesse sandiniste 19 juillet seront de passage à Paris du 23 au 26 avril. A un moment

où la tension s'accroît aux frontières et où l'impérialisme renforce son agression contre la révolution sandiniste, il est important de démontrer la solidarité la plus large avec le peuple du Nicaragua.

Alvaro Porta et Lautaro Porta, tous deux membres de la Jeunesse sandiniste, rencontreront donc toutes les organisations qui revendiquent cette solidarité et participeront aux meetings qui se tiendront sur les facultés de la région parisienne : le 24 avril à Jussieu, le 25 à Saint-Denis, et le 26 à Tolbiac.

BRESIL

Manifestations records pour les élections libres

Le Brésil a connu, lundi 16 avril, la plus grosse manifestation de son histoire. Un million cinq cent mille personnes se sont rassemblées à Sao Paulo pour réclamer le retour au suffrage universel pour les élections présidentielles de janvier 1985. Le succès de ce rassemblement n'est qu'une demi-surprise dans ce bastion de la métallurgie où s'est forgée la direction syndicale qui a mis sur pied le Parti des travailleurs.

Déjà, mardi 10 avril à Rio de Janeiro, un million de manifestants avaient crié le même slogan : « *Diretas, já !* », « l'élection directe ! », dès maintenant. Les deux manifestations ont été organisées par les trois principaux partis d'opposition, le PMDB, le PDT de Lionel Brizola et le Parti des travailleurs.

D'autres manifestations — plus de quarante — sont prévues à travers le pays pour les élections libres.

Des fissures importantes sont apparues au sein du gouvernement et de son parti. Le vice-président de la République, M. Aureliano Chaves, vient de se prononcer pour l'élection directe alors qu'il occupait la présidence, le général Figueiredo étant en voyage.

Ce mouvement populaire, le plus puissant après vingt ans de dictature militaire, exprime le sentiment général : les Brésiliens veulent désormais se passer des généraux qui les ont asservis. Au-delà de la revendication d'élections libres immédiatement et non en 1989 comme le souhaite le président Figueiredo, c'est le régime militaire qui est en cause, sa politique est celle du FMI, dont les interventions se font de plus en plus pesantes dans ce qui est le pays le plus endetté du monde (mille milliards de dollars).

J.-J. L.

En souscription jusqu'au 9 juin

Sandino : 70 F au lieu de 95 F

le général des hommes libres

Un ouvrage fondamental pour comprendre les origines de la révolution nicaraguayenne : les écrits de Sandino, traduits pour la première fois en français. Introduction de Sergio Ramirez, coordinateur de la Junte de gouvernement et une présentation de Jean Ziegler.

Je souscris pour exemplaires à 70 F

Frais de port x 13,10 par exemplaire :

Total à payer :

Chèque à l'ordre de PEC.

Je le prendrai à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis Paris 11^e (M^o Nation).

Je souhaite le recevoir à l'adresse ci-dessous et je règle les frais de port.

Nom Prénom

Adresse

Bon à renvoyer à PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

« LE MOUVEMENT OUVRIER » D'A. TOURAINE, M. WIEVORKA ET F. DURET

La fin de l'utopie ouvrière ?

Qu'est-ce que le mouvement ouvrier ?

A-t-il encore un rôle historique dans les sociétés industrielles ?

Les questions soulevées par le livre d'Alain Touraine, Michel Wievorka et François Duret sont plus que jamais

— au moment des dizaines de milliers de licenciements dans la sidérurgie — au cœur de la crise actuelle du mouvement ouvrier et du syndicalisme en France.

La crise du mouvement ouvrier n'est pas une idée neuve. Certains, au début des années soixante, avaient conclu — un peu vite comme Mai 1968 et le printemps italien l'ont montré — à l'intégration définitive de la classe ouvrière dans la société industrielle. D'autres, plus récemment, n'ont pas hésité à faire leurs « adieux » au prolétariat dans la mesure où celui-ci aurait échoué à transformer radicalement la société (1).

Le propos d'Alain Touraine est différent. D'abord parce que le *Mouvement ouvrier* a été réalisé en collaboration étroite avec de nombreux militants syndicalistes (CGT, CFDT, FO) venus d'horizons très divers (sidérurgie lorraine, OS de la métallurgie parisienne, cheminots, etc.). Ces militants, constitués en groupe de réflexion depuis plusieurs années, ont été confrontés aux mêmes questions sur l'action ouvrière, la crise du

mouvement ouvrier et du syndicalisme... Il en ressort un livre, qui pour être un travail sociologique n'en demeure pas moins constamment vivant et riche d'expériences concrètes.

Vers le déclin ?

La thèse centrale d'Alain Touraine est la suivante : le mouvement ouvrier classique existant dans les sociétés industrielles est entré irrémédiablement dans une période de déclin. Il n'a pas su — ou pu — remplir sa mission historique de transformation révolutionnaire des rapports sociaux de production et de l'ensemble de la vie sociale.

Ce « déclin » du mouvement ouvrier ne signifie pas pour autant la fin du syndicalisme, mais oblige celui-ci, sous peine de mort, à rechercher des politiques syndicales nouvelles.



« La grande différence entre ces politiques syndicales et les orientations politiques du syndicalisme de classe est que celui-ci était organisé autour de son propre principe d'action, à savoir la lutte de classes tandis que les politiques syndicales ne peuvent se constituer qu'en prenant part à la gestion de situations économiques que l'on ne peut plus identifier entièrement à une domination de classe », écrit ainsi Touraine, dont on connaît les liens avec Rocard et Maire. Recentrage, quand tu nous tiens...

Pourtant, la force du constat d'Alain Touraine réside dans le fait qu'il s'appuie sur une réalité incontournable : nulle part l'utopie ouvrière ne s'est réalisée. Nombreux sont les témoignages du livre qui reviennent sur cette évidence.

En effet, pour Alain Touraine, le mouvement ouvrier n'est pas seulement un mouvement de classe. Il est la classe ouvrière en action, pour ses intérêts propres. Et la conscience d'appartenir à la classe ouvrière ne naît pas simplement de l'organisation de la production, elle est constituée par toute l'histoire du mouvement ouvrier, par la culture ouvrière, etc.

La disparition des modèles

Aussi sommes-nous d'accord avec Touraine quand il écrit : « Il ne faut sans doute pas construire à posteriori l'image d'Epinal d'une utopie ouvrière au nom d'une "croissance généralisée" sans faille qui aurait guidé l'action du

mouvement ouvrier, mais il faut noter l'affaiblissement des représentations d'un avenir désirable construit autour de l'image d'une société communiste ou socialiste ou simplement d'une république des travailleurs. »

Cette disparition des « modèles », doublée par la crise actuelle du monde capitaliste sont, en effet, des composantes principales de la crise du mouvement ouvrier. Mais nous ferons ici deux critiques essentielles à Alain Touraine.

Deux critiques

La première est la responsabilité écrasante du stalinisme dans l'affaiblissement de la conscience ouvrière. Ces fameux « modèles » n'ont pas disparu mystérieusement comme les dinosaures. Le stalinisme y est pour beaucoup et nombre de militants ouvriers ont montré les ravages qu'il a pu faire vis-à-vis de la capacité du mouvement ouvrier lui-même à se penser et à agir comme la classe formatrice de la société. Pourtant, Alain Touraine n'en souffle mot.

La deuxième critique à faire à Touraine est son absence totale d'analyse de la bureaucratie syndicale. Tout au plus note-t-il que « le déclin du mouvement ouvrier donne une importance croissante au rôle politique du syndicat ». Pour Alain Touraine, il y a crise du syndicalisme parce qu'il y a crise

du mouvement ouvrier. Nous pensons qu'il faudrait inverser en partie cette problématique. Il y a crise du mouvement ouvrier qui se manifeste par son incapacité actuelle à transformer les sociétés industrielles. Cela se traduit par la crise du syndicalisme, c'est à dire par une aggravation de la politique réformatrice des directions syndicales traditionnelles qui abandonnent les revendications ouvrières pour mieux s'adapter à la « gestion » de la crise.

La place nous manque ici pour évoquer d'autres aspects du livre de Touraine (le rôle des mouvements sociaux, la place des OS, la critique des théories de Serge Mallet, etc.).

Il ne s'agit pas pour nous de nier la réalité de la crise du mouvement ouvrier, mais de critiquer les causes que Touraine donne à cette crise et, surtout, les perspectives d'avenir qu'il en tire.

Sans dogmatisme ni retour à l'utopie ouvrière du XIX^e siècle, nous continuons de penser que la contradiction demeure — et le demeurera en l'absence du socialisme — entre ceux qui dirigent la production et ceux qui sont soumis à son organisation.

Jean-Michel Masson

● « Le Mouvement ouvrier » d'A. Touraine, etc. est paru chez Fayard (98 F).

(1) Cf. « Adieux au prolétariat » d'André Gorz, 1983.



● **Dimanche** 20 h 35 (TF1) *Ils sont fous ces petits* de Joël Santoni avec C. Deneuve et Claude Brasseur. Sans grand intérêt...

22 h 30 (FR3) *la Reine Christine* de R. Mamoulian inaugure le cycle que le cinéma de minuit va consacrer à la dernière « diva »

encore vivante : Greta Garbo.

● **Lundi** 15 h 35 (A2) *Un homme dans la foule* d'Elia Kazan avec Andy Griffith et Patricia Neal. Le film le plus impitoyable jamais réalisé outre-Atlantique sur le pouvoir de manipulation des médias et les risques démagogiques qui en découlent. A ne rater sous aucun prétexte !

20 h 35 (TF1) *l'Homme tranquille* de John Ford avec

J. Wayne, M. O'Hara et V. MacLaglen. Tonique, et viril bien qu'entaché d'un machisme très proche de la misogynie. Un classique !

● **Mardi** 20 h 40 (A2) *Trois Hommes à abattre* de J. Deray avec Alain Delon. La plus mauvaise adaptation du meilleur roman de Manchette. Relisez donc *le Petit Bleu de la côte Ouest* (Série noire), c'est un chef-d'œuvre.

20 h 35 (FR3) *Zorba le Grec* de M. Cacoyannis avec A. Quinn. L'incontournable adaptation du chef-d'œuvre de Nikos Kazantzakis. Plat !

● **Jeudi** 20 h 35 (FR3) *le Voyage en douce* de Michel Deville avec D. Sanda et Géraldine Chaplin.

20 h 35 (A2) cinquième épisode de *la Saga du Parrain* de F. F. Coppola.

choses le jeudi soir sur les trois chaînes de télé !

● **Vendredi** 23 h (A2) *l'Impossible M^r Bébé* de H. Hawks avec G. Grant et K. Hepburn. La plus délirante comédie des années trente : loufoquerie et qui-proquos à un rythme échevelé... Une recette perdue depuis longtemps ?

Michel Laszlo



VIENT DE
PARAITRE

L'Internationale dans la guerre (1940/1946)

TOUJOURS
DISPONIBLE

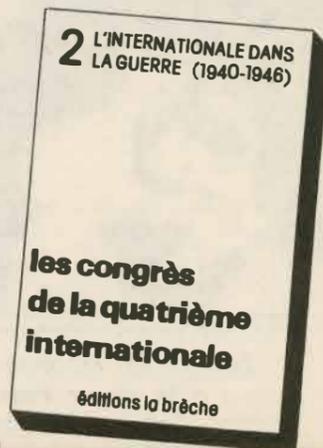
◀ Une expérience

60 francs

Disponible à la
librairie La Brèche, 9, rue de Tunis 75011
Paris. Pour toute commande : PEC, 2, rue
Richard-Lenoir 93100 Montreuil.

Les textes ▶

75 francs



Pour recevoir le catalogue : écrivez à P.E.C. 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

Pierre Frank n'est plus

Nous venons d'apprendre, ce mercredi, la mort de notre camarade Pierre Frank

Participant dès la première heure à la création du mouvement trotskyste, il fut dirigeant aux avant-postes de la IV^e Internationale et de sa section française.

Pierre est né en 1905 à Paris. Ses parents, d'origine russe, y travaillaient comme ouvriers tailleurs.

Il mena à terme une formation d'ingénieur-chimiste et engagea dès lors une activité syndicale dans l'USTICA (Syndicat des techniciens de l'industrie, du commerce et de l'agriculture). Cet engagement politique dès l'âge de quinze ans se prolongea par l'adhésion en 1925 au Parti communiste. Pendant plusieurs années, il continua aussi son activité au sein de la CGTU.

En 1927, il reconnut dans la plateforme de l'opposition unifiée du PCUS (dirigée par Trotsky et Zinoviev) la réponse au cours néfaste de la direction Boukharine-Staline. Aussi, il se prononça pour les thèses de l'Opposition. Il fut au centre de la création du premier organe trotskyste français en 1929 : *la Vérité*, dont il devint le gérant. Ces prises de position amenèrent son exclusion du rayon du PC d'Aulnay-sous-bois.

Participant à la fondation de la première organisation trotskyste en France, la Ligue communiste, en 1930, il en resta membre de la direction de manière ininterrompue jusqu'en 1934. En mai 1931, il devint membre du Secrétariat international de l'organisation trotskyste internationale, animée par Trotsky.

En juillet 1932, il se rendit en Turquie auprès de Trotsky, toujours en résidence à

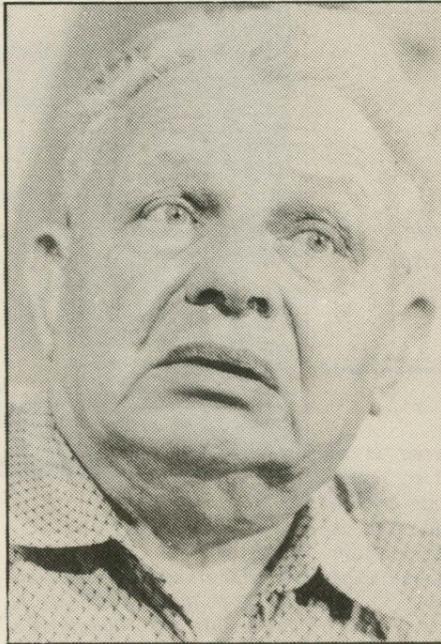
Prinkipo, et fut son secrétaire durant un an.

Revenu en France, il fut un militant de premier rang dans les combats politiques que menèrent les trotskystes en 1934, alors que la division faisait rage dans les rangs ouvriers confrontés au péril fasciste.

Fin 1934, la Ligue communiste décida publiquement d'envoyer tous ses militants dans le Parti socialiste où ils formèrent le groupe bolchévik-léniniste (GB-L). Elu par le congrès de Mulhouse comme suppléant à la CAP (commission administrative permanente) de la SFIO, il fut exclu quelques mois plus tard sous des prétextes disciplinaires. Le parti s'engageait alors dans la constitution du Front populaire avec le Parti radical et le PC.

A cette époque, une divergence apparut au sein des trotskystes français, à la suite des exclusions de trotskystes de la SFIO. Pierre Frank créa avec Raymond Molinier un nouveau journal, *la Commune*, qui prônait un regroupement large à l'extérieur de la SFIO, s'opposant à la ligne soutenue alors par Trotsky. Ces dissensions amenèrent à la création du PCI, à côté du GB-L, en mars 1936. Après une éphémère réunification, le PCI reprit son activité propre. Cet éclatement des trotskystes français devait durer jusqu'au milieu de la guerre.

En 1939, un mandat d'arrêt fut lancé contre Pierre Frank. Condamné par défaut



Pierre Frank

à plusieurs années de prison, il dut prendre la clandestinité. Arrêté en 1940 en Angleterre, il fut emprisonné dans un camp de l'île de Man jusqu'en 1945.

Malgré la fin de la guerre, il lui fallu encore un an avant de pouvoir reprendre librement ses activités en France, en 1946, où il participa à la conférence de la IV^e Internationale qui consacra la réunification des trotskystes.

Dès lors il fut inlassablement aux

premiers postes de la direction de l'Internationale et de sa section française, assurant à lui seul après 1948 la continuité avec la génération militante d'avant-guerre en France.

Il joua donc un rôle de premier plan dans la formation des cadres du mouvement à l'échelle internationale. Il continua parallèlement son activité dans le PCI en France, notamment lors du combat contre la guerre d'Indochine, contre la guerre d'Algérie. A ce titre, il fut une nouvelle fois arrêté et condamné pour ses activités de solidarité avec le FLN algérien.

Le petit noyau militant qui avait assuré la continuité militante trouva un sang nouveau avec le renfort des jeunes qui, exclus de l'UEC et du PCF, formèrent la JCR en 1966. Fin juin 1968, après la dissolution du PCI et de la JCR par le gouvernement gaulliste, Pierre Frank fut gardé à vue pour complot contre la sûreté de l'Etat.

Après la fusion du PCI et de la JCR et la création de la Ligue communiste en avril 1969, Pierre Frank continua encore pendant de longues années son travail de dirigeant avant de renoncer à toute fonction dirigeante à la fin des années soixante-dix.

Organisant la publication de nombreux ouvrages de Trotsky, ayant fait connaître en France la première manifestation d'opposition à la bureaucratie en Pologne (la lettre ouverte au POUF de Kuron et Modzelewski), il rédigea lui-même plusieurs ouvrages politiques et notamment « *L'Histoire de l'Internationale communiste* » à laquelle il se consacra ces dernières années.

En 1933, auprès de Trotsky dans l'île de Prinkipo (Turquie). Debout : Trotsky, Arne Swabeck, un dirigeant de la section américaine, Pierre Frank : assis au premier plan : Jean von Heijenoort et Rudolf Klement.



La semaine prochaine, nous consacrerons deux pages à la vie de Pierre Frank et au rôle essentiel qu'il a joué pour la IV^e Internationale.

Le Secrétariat unifié de la IV^e Internationale et sa section française sont en deuil. Avec la mort de Pierre Frank, ils perdent un de leurs plus valeureux militants, un de leurs meilleurs dirigeants.

Compagnon de Léon Trotsky, fondateur à ses côtés de la IV^e Internationale et de sa section française, Pierre Frank fut de tous les combats. Sa vie donne l'exemple d'un militant au service de la révolution et de la classe ouvrière. Jamais il ne faillit, jusqu'à son dernier souffle, même au cours de ces années terribles où, isolés, les trotskystes n'étaient qu'une poignée à dénoncer les crimes de Staline comme les abominations de l'impérialisme.

Pierre Frank, avec la génération militante qui partagea son engagement, nous a transmis un héritage irremplaçable, celui du marxisme, de la tradition révolutionnaire de Lénine et de Trotsky. Contre les trahisons social-démocrates et staliniennes, il fut au premier rang de ceux qui perpétuèrent ces acquis révolutionnaires qui sont le socle de notre combat d'aujourd'hui. Il fut celui qui nous transmet ses immenses connaissances du mouvement ouvrier

français, sa sensibilité à ses débats et à ses traditions.

Toute sa vie, Pierre Frank mit l'internationalisme, la construction de la IV^e Internationale au centre de son action militante. Dans tous les débats et face aux grands choix politiques et organisationnels, il nous enseigna que, comme le disait Rosa Luxembourg, « *c'est dans l'internationalisme que se situe le centre de gravité de l'organisation de classe du prolétariat.* »

Le Secrétariat unifié de la IV^e Internationale et sa section française s'inclinent devant la mémoire de ce militant ouvrier, de ce dirigeant révolutionnaire exemplaire. Ils appellent leurs militants et sympathisants à lui rendre un hommage solennel le vendredi 27 avril. A sa compagne Marguerite, qui fut déportée à Ravensbruck, pour le même idéal et fut de tous ses combats, la LCR tient particulièrement à apporter, en ces moments difficiles, sa solidarité militante.

Paris, le 18 avril 1984, 10 heures.

Secrétariat unifié de

la IV^e Internationale

Bureau politique de la LCR

**L'incinération de Pierre Frank
aura lieu le vendredi 27 avril au cimetière
du Père-Lachaise. Le cortège partira à 13 heures
de la place de la Nation.**

Pour participer aux frais des obsèques :
chèques à l'ordre de la LCR c/o Rouge,
2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.